

IBB@Travail

VOS COMMERÇANTS
VOUS ACCUEILLENT
PENDANT LES TRAVAUX

Les réponses de l'IBB face
à la pandémie de COVID-19



IBB
Internationale des Travailleurs
du Bâtiment et du Bois
www.ibb.org



Sommaire

Préface	1
Introduction	2
Incidence sur les industries de l'IBB	3
Incidence mondiale de la pandémie de COVID-19	3
Processus et conventions sur les politiques relatives au COVID-19	6
Les affiliés de l'IBB en action	8
Protection de l'emploi et des salaires	8
Santé et sécurité au travail	10
Hotspots et soutien aux travailleurs migrants	13
Accords-cadres internationaux et discussions avec les multinationales	17
Actions humanitaires	18
Organisation et fidélisation des adhérents	20
Matrice des actions relatives aux 7 axes de convergence de l'IBB	21
Perspectives pour les industries de l'IBB	23
Construire un meilleur avenir : un programme en faveur des travailleurs et des mesures en vue de la reprise post-pandémie	23
Conclusions	27

L'IBB est la fédération syndicale internationale qui regroupe des syndicats libres et démocratiques. Ses membres travaillent dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois, de la sylviculture et des secteurs connexes.

L'IBB regroupe environ 351 syndicats représentant près de 12 millions de membres dans 127 pays. Le siège est basé à Genève, en Suisse et les bureaux régionaux se situent au Panama, en Malaisie et en Afrique du Sud.

La mission de l'IBB consiste à défendre et promouvoir les droits des travailleurs, dans le but d'améliorer les conditions de travail et de vie dans nos secteurs. L'IBB revendique avant tout une approche fondée sur les droits. Nous pensons que les droits syndicaux sont des droits humains qui se fondent sur l'égalité, la solidarité et la démocratie, et que les syndicats sont indispensables à la bonne gouvernance.

Les objectifs de l'IBB consistent à 1) promouvoir et défendre les droits humains et syndicaux, 2) renforcer les syndicats, 3) promouvoir un niveau d'emploi stable et élevé dans nos secteurs, et 4) influencer la politique et renforcer la capacité des institutions et des structures tripartites dans nos secteurs.

©2021 Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (IBB). Des parties de cette publication peuvent être extraites ou citées tant que la source est mentionnée.

Préface

« Pour l'IBB, le monde d'après la pandémie impliquera d'approfondir et intensifier notre lutte pour les droits des travailleurs, pour des emplois sûrs et stables assortis d'une juste rémunération et pour la responsabilisation des entreprises et des gouvernements. Les droits et intérêts fondamentaux des travailleurs et de leurs syndicats sont au cœur des efforts de construction d'un monde meilleur. Construire ce monde meilleur signifie non seulement aborder les répercussions à court et à moyen terme du COVID-19 sur la santé, sur l'économie et sur les travailleurs, mais aussi élaborer des réponses aux inégalités, aux injustices et aux dysfonctionnements sous-jacents qui affligeaient notre planète et ses habitants déjà bien avant la pandémie. »

Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité
Juin 2020



La série de rapports « BWI@Work » sur les réponses syndicales à la pandémie de COVID-19 comprend le présent rapport mondial ainsi que cinq rapports régionaux. Ces rapports entendent documenter le travail extraordinaire accompli par les affiliés de l'IBB au cours de cette période marquée par les confinements et la situation d'urgence sanitaire. Il s'agit de présenter les diverses actions déployées et les résultats atteints, de partager les bonnes pratiques et d'inciter les autres syndicats à utiliser ces expériences dans leur propre contexte national. Les principales sources d'information sont la page web de l'IBB consacrée à la Réponse syndicale au COVID-19, la base de données interne de l'IBB et la page web de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB) dédiée à la question du COVID-19¹. Les connaissances et les perspectives des affiliés, des équipes régionales et du siège de l'IBB ont permis de compléter ces informations.

Les rapports régionaux ont été rédigés par Carmel Abao (Asie-Pacifique), Michael Koen (Afrique et MENA), Anne Mayher (Amérique du Nord), Mauricio Rombaldi (Amérique latine et Caraïbes) et Nora Wintour (Europe continentale). Nora Wintour s'est également chargée de la rédaction du rapport mondial. La conception graphique a été réalisée par Louie Bañaga et Bobet Monoso. La série BWI@Work a été coordonnée par Tos Q. Añonuevo, Secrétaire à l'éducation de l'IBB.

Les rapports régionaux ont été rédigés d'avril à mai 2020 et n'offrent de ce fait qu'un instantané d'une situation en rapide évolution. L'IBB remercie l'équipe de rédaction pour son travail perspicace et collaboratif ainsi que la diligence et la rapidité de l'équipe de conception graphique. Le rapport mondial a été actualisé pour couvrir la période de 12 mois courant jusqu'en février 2021, marquant ainsi la première année écoulée depuis les premiers confinements instaurés en Europe et la déclaration de pandémie par l'OMS.

¹ Voir : https://www.bwint.org/fr_FR/cms/covid-19-reponse-syndicale-1689 et <https://www.efbww.eu/publications-and-downloads/press-releases/covid-19-efbww-info-from-and-for-efbww-affiliates/481-a>

Introduction

La crise du COVID-19 a entraîné la crise économique la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930. Par-dessus tout, elle a levé le voile sur l'ampleur et la gravité de l'emploi précaire dans nos sociétés et frappe plus durement les plus pauvres. Dans certains pays, principalement les pays à revenu élevé, il existe des exemples remarquables de gouvernements travaillant avec les employeurs et les syndicats afin de trouver des solutions qui portent leurs fruits pour le plus grand nombre. Toutefois, les employeurs de l'économie formelle et, à un degré différent, la main-d'œuvre de l'économie formelle, ont été les principaux bénéficiaires des plans de relance budgétaire et des programmes gouvernementaux de protection de l'emploi et des salaires. Par ailleurs, de nombreux travailleurs précaires, travailleurs indépendants et micro-entreprises, et ce même dans les pays à revenu élevé, se sont retrouvés sans aucune forme de protection sociale.

Dans les secteurs de l'IBB, ce sont les travailleurs temporaires, les travailleurs contractuels, les travailleurs indépendants et les travailleurs précaires qui ont été les plus touchés. L'OIT estime que 64 pour cent des travailleurs du secteur de la construction sont soit des travailleurs indépendants, soit des salariés de micro-entreprises². Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les secteurs de la construction, du bâtiment, de la foresterie et du bois se caractérisent par un niveau élevé d'informalité et nombre de pays accueillent une forte proportion de travailleurs migrants et réfugiés. Trop souvent traités comme des marchandises jetables, ces travailleurs et leurs familles ont dû regagner leur pays d'origine, se retrouvant du jour au lendemain sans aucun moyen de subsistance.

Les syndicats ont réagi rapidement et leur implication a été décisive dans la négociation des programmes de protection de l'emploi et des salaires, l'opposition aux tentatives opportunistes visant à porter atteinte au droit du travail ou aux conventions collectives et la représentation de celles et ceux qui ont été licenciés de manière expéditive, mis à pied temporairement ou contraints de prendre un congé sans solde. Les syndicats ont eux aussi apporté un soutien essentiel dans le cadre des efforts menés pour étendre la protection du revenu aux travailleurs indépendants, de même qu'aux travailleurs temporaires, aux travailleurs migrants et aux travailleurs réfugiés qui se sont retrouvés bloqués ; et aux travailleuses



contraintes d'assumer d'autres responsabilités de soin à autrui ou touchées par l'augmentation de la violence fondée sur le genre.

En dépit des signes de reprise économique, encouragée par l'espoir suscité par la vaccination (dont le déploiement massif devrait permettre d'atténuer avec succès l'impact de la pandémie de COVID-19), cette relance suscite néanmoins de nombreuses incertitudes et préoccupations quant au caractère inégal de la reprise et au risque de creusement des inégalités et d'intensification du travail précaire. La solidarité internationale qui s'est manifestée en mettant à disposition des vaccins pour les pays les plus pauvres, à travers la Facilité COVAX (mécanisme visant à assurer une distribution équitable des vaccins anti-COVID-19 à l'échelle mondiale), constitue une première étape essentielle mais doit s'accompagner d'une série de stratégies de redressement, élaborées avec la participation significative des représentants des travailleurs et des syndicats.

² Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail, 3^e édition, 29 avril 2020.

Point de situation mondiale de la pandémie :

Incidence sur les industries de l'IBB

1. Incidence mondiale de la pandémie de COVID-19

À la mi-mai 2020, l'OIT estimait que 94 pour cent de la main-d'œuvre mondiale vivait dans des pays touchés par des mesures de fermeture des lieux de travail, sous une forme ou sous une autre, et 20 pour cent vivait dans des pays soumis à de rigoureuses restrictions en matière de travail, à l'exception des services considérés comme essentiels. En janvier 2021, ce chiffre global n'avait pas évolué de façon substantielle mais au lieu de mesures prises à l'échelle de l'économie, des restrictions géographiquement ciblées ou sectorielles avaient été introduites. Après un lamentable échec dans la coordination des réponses au COVID-19, les gouvernements ont plutôt opté pour des mesures nationales, tenant compte à la fois des considérations politiques et économiques et de l'urgence sanitaire. Il y a eu des deuxième et troisième vagues d'infections, l'Europe et l'Amérique latine étant actuellement confrontées à la plus forte croissance des taux d'infection et à l'émergence inquiétante de nouvelles souches du virus. Le déploiement des programmes de vaccination a été très inégal. Les pays riches ont été accusés de thésaurisation et ce n'est qu'en mars 2021 que les premiers programmes de vaccination ont commencé à être déployés en Afrique. Les enjeux liés à la production du vaccin, les difficultés d'approvisionnement, associés à la faiblesse des systèmes de santé dans les pays en développement et à l'hésitation de nombreux groupes de population à l'égard du vaccin, sont tels que le virus et ses variantes pourraient bien rester en circulation dans les mois à venir ; l'application de protocoles de santé publique est donc appelée à se maintenir.

Les derniers chiffres de l'OIT montrent que sur l'année 2020, 8,8 pour cent des heures de travail dans le monde ont été perdues par rapport au dernier trimestre de l'année 2019, ce qui équivaut à 255 millions d'emplois à temps plein. En termes de différences régionales, la région des Amériques a essuyé les plus fortes pertes tandis que l'Europe et l'Asie centrale ont été les plus épargnées, grâce au soutien des programmes de maintien dans l'emploi qui ont permis d'accompagner la réduction des heures de travail. En raison d'intenses efforts de dépistage et de traçage des cas et des contacts, en particulier en Asie de l'Est, certains

pays ont mieux réussi que d'autres à contrôler la propagation de l'infection et à minimiser les restrictions sur l'activité économique. Étant donné la variabilité de l'ampleur et de l'impact des mesures de confinement, on s'attend à ce que l'incidence à long terme sur l'emploi et le taux de redressement économique varient également. Les travailleurs informels, les jeunes travailleurs, les travailleurs migrants et les travailleuses, qui comptent déjà parmi les groupes les plus vulnérables, seront sans aucun doute les plus touchés par les conséquences économiques à long terme du COVID-19.

L'OIT a mis en garde contre le fait que 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle doivent désormais « faire face au danger immédiat de voir leurs moyens de subsistance anéantis » sous



l'effet des retombées économiques du COVID-19. Sur une population active totale de 3,3 milliards, près de 2 milliards travaillent dans l'« économie informelle » dans le cadre de contrats de courte durée ou en tant que travailleurs indépendants. L'OIT a également cherché à estimer l'incidence du COVID-19 sur les revenus des travailleurs informels sur la base de l'indice de parité de pouvoir d'achat de l'année 2016. Les chiffres comprennent les revenus des travailleurs indépendants et des salariés de l'économie informelle. À l'échelle mondiale, le revenu mensuel médian des travailleurs informels a connu une baisse équivalant à 535 dollars américains ; en Afrique, le revenu médian attendu des travailleurs informels au cours du premier mois de la crise a chuté à 96 dollars alors qu'il était de 518 dollars avant la pandémie ; il est passé de 1253 à 387 dollars en Amérique.³

Déjà dramatique avant la crise du COVID-19, alors que plus des trois quarts des jeunes occupaient des emplois informels, en particulier en

3 ILO Monitor: COVID-19 and the world of work Update 29 April 2020 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_743146.pdf

Asie du Sud et en Afrique, la situation du chômage des jeunes dans le monde s'est encore aggravée aujourd'hui. Les jeunes de moins de 30 ans en recherche d'emploi représentent environ 70 pour cent des flux migratoires internationaux. En outre, les programmes de formation professionnelle et technique et d'apprentissage en cours d'emploi ont connu des perturbations considérables : une récente étude conduite par la Banque mondiale, l'OIT et l'UNESCO, a constaté que 98 pour cent des personnes interrogées avaient signalé une fermeture complète ou partielle d'établissements techniques et professionnels. L'OIT évoque les stigmates à long terme que pourrait entraîner cette « génération du confinement » en termes de perspectives d'emploi.⁴

Les travailleurs migrants et leurs familles ont été doublement touchés. Les travailleurs migrants sont parmi les plus vulnérables à la perte d'emploi, et nombre de ceux qui évoluent dans le secteur du bâtiment se sont retrouvés isolés en quarantaine dans des logements surpeuplés, incapables de rentrer chez eux. Beaucoup de migrants internes se sont lancés dans d'interminables voyages à pied pour regagner leurs villages d'origine. Néanmoins, la survie de multiples familles à travers le monde dépend des fonds rapatriés par ces migrants. Selon la Banque mondiale, les transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire pourraient chuter de 20 pour cent en 2020, soit 110 milliards de dollars, ce qui pourrait entraîner des difficultés supplémentaires et une insécurité des revenus.

Les travailleuses des secteurs de l'IBB occupent souvent des emplois précaires et peu rémunérés, sans protection de l'emploi et du salaire. En tant que principales responsables des soins à dispenser pendant la crise du COVID-19, elles ont assumé des responsabilités de soin supplémentaires à l'égard des personnes malades et des enfants confrontés à la fermeture des écoles. Par ailleurs, associées à un sentiment d'anxiété croissante et à des pressions financières, les mesures de confinement ont été à l'origine d'une nette augmentation des cas de violence domestique contre les femmes, telle que signalée par ONU Femmes, l'Argentine ayant par exemple enregistré une hausse de 67 pour cent des appels aux services d'aide aux victimes de violences domestiques au mois d'avril, par rapport à l'année précédente. Ainsi, nombre de femmes se heurtent à une triple pandémie socio-économique : hausse de l'insécurité financière, responsabilités plus nombreuses en matière de soins et risque accru de violence domestique.

Selon le FMI, la contraction de la croissance mondiale pour 2020 est estimée à -3,5 pour cent et les

volumes mondiaux d'exportation et d'importation ont reculé de 8 pour cent en 2020, reflétant à la fois la baisse de la demande mondiale et l'incidence des restrictions en matière de transport. Avant la pandémie, le secteur de la construction représentait quelque 7,7 pour cent de l'emploi mondial, et devait contribuer pour 13,4 pour cent du PIB mondial⁵; une croissance de 3,1 pour cent par rapport au niveau de l'année 2019 (2,6 pour cent) était attendue. On estime à présent que le secteur de la construction a connu une contraction de -2,9 pour cent à l'échelle mondiale en 2020. Au deuxième trimestre de 2020, les heures de travail dans ce secteur avaient diminué de 14,8 pour cent, et au troisième trimestre de 4 pour cent. Les perturbations liées au COVID-19 ont été très variables d'un pays à l'autre et en fonction du type de projet.

En Asie du Sud et du Sud-Est, la contraction du secteur devrait être de -8,5 pour cent pour l'année 2020. En Argentine, on estime que le secteur de la construc-

tion a opéré un recul de 31,5 pour cent en 2020 et devrait connaître une contraction supplémentaire de -5 pour cent en 2021. En Malaisie, la production a chuté de 17,2 pour cent en raison de mesures de confinement strictes liées au COVID-19. En Afrique subsaharienne, les prévisions de croissance des volumes de construction pour 2020 étaient de -5,2 pour cent et de -4,5 pour cent dans la région MENA.⁶

Alors que le gouvernement et les autorités publiques cherchent à redresser l'économie à travers des programmes de relance et des dépenses d'infrastructure, l'accès au financement s'annonce variable et pourrait être cruellement limité dans les pays où les niveaux d'endettement sont élevés. Selon les rapports de GlobalData, malgré l'effondrement historique des activités de construction au premier semestre 2020, les chantiers ont néanmoins repris dans de nombreux pays. En janvier 2021, on estimait que les volumes de construction à l'échelle mondiale allaient progresser de 4,5 pour cent sur l'année 2021. Dans certains pays, on table sur une reprise rapide, comme en Inde où le secteur de la construction devrait croître de 14,5 pour cent en 2021.

Dans le secteur de la foresterie et du bois, alors que les activités de gestion forestière étaient généralement autorisées durant les périodes de confinement, l'impact sur les industries forestières



4 ILO Monitor: COVID-19 and the world of work Update 27 May 2020

5 « Impact of COVID-19 on the construction sector », Note sectorielle de l'OIT, janvier 2021, disponible en anglais à l'adresse : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialog/---sector/documents/briefingnote/wcms_767303.pdf

6 CICA Strategic Watch: COVID-19 Overview by country and region (situation at February 15, 2021)

Impact mondial sur l'emploi



En janvier 2021, 93% de la main-d'oeuvre mondiale vivant dans les pays impactés par les fermetures de lieux de travail.



Les heures travaillées ont diminué de **8.8%** comparé à la période avant le COVID-19 au dernier semestre 2019 (OIT).

l'équivalent de **255 millions** d'emplois plein temps perdus en 2020 (OIT).



En mars 2020, **1.6 milliard** de travailleurs informels se trouvaient en danger immédiat d'avoir leur vie détruite (OIT).

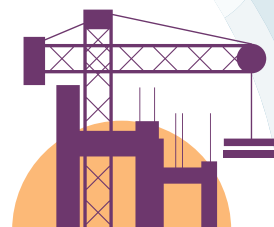
En mai 2020, 98% des écoles de formation répondaient qu'elles étaient fermées totalement ou partiellement (OIT-Banque mondiale, UNESCO). L'OIT a alerté sur l'emploi à long terme auquel les jeunes travailleurs feront face, une génération "confinée".



Les transferts de fonds des migrants vers leur pays d'origine à revenus moyens ou faibles pourraient chuter au moins de 20% en 2020 comparé à 2019, soit USD 110 milliard, créant des difficultés supplémentaires et une situation d'insécurité (Banque mondiale)



Les cas de violence domestique contre les femmes résultant du confinement sont en hausse. En Argentine, on note 67% d'augmentation d'appel vers des numéros d'urgence en avril 2020, comparé au même mois l'année dernière (ONU Femmes)



Avant la COVID-19, l'industrie mondiale de la construction était attendue aux alentours de 3.1% en 2020 contre 2.6% en 2019. Maintenant on s'attend à une hausse de 0.5% seulement (données mondiales).

et du bois a été plus fort, également en raison du ralentissement du secteur de la construction. De nombreux pays signalent un recul de l'activité ou des licenciements dans les scieries. Étant donné que beaucoup de pays en développement dépendent fortement du commerce international, les conséquences des perturbations sont particulièrement graves et les volumes d'exportation de bois rond et de produits ligneux en chute libre. Une analyse préliminaire des données commerciales pour les mois de janvier-février 2020 a révélé que les importations ou les exportations de produits à base de bois et de papier, y compris les meubles, des principaux pays ont fortement diminué, allant de -6 pour cent aux États-Unis à -27 pour cent au Brésil⁷. Une enquête de la FAO réalisée en juin 2020 a révélé d'importantes perturbations dans les chaînes de valeur du bois et le secteur forestier, s'accompagnant de fermetures temporaires, de réductions de salaire et de pertes d'emplois temporaires ou permanentes. Les ministères des Forêts au niveau national redoutaient des retombées significatives sur les ressources futures disponibles en vue d'une gestion forestière durable.⁸

2. Processus et conventions sur les politiques relatives au COVID-19

Dès le début de la pandémie de COVID-19, les syndicats se sont montrés très réactifs, faisant valoir que les besoins des travailleurs ne devaient pas être négligés dans l'arsenal des mesures gouvernementales de soutien adoptées pour faire face à l'urgence. Ils ont appelé à des programmes de maintien dans l'emploi et de subventions salariales afin de ne pas pénaliser les travailleurs dans les cas où les entreprises des secteurs de l'IBB étaient amenées à suspendre leurs activités. À l'échelle nationale ou régionale et au niveau des entreprises, de même qu'à l'échelon de l'UE, les partenaires sociaux se sont efforcés d'adopter des protocoles de SST et d'hygiène adaptés et des conditions de travail particulières afin de poursuivre les activités dans la mesure du possible, tout en protégeant la santé des travailleurs et en respectant les exigences d'urgence sanitaire renforcées. En vue de la situation d'après-crise, les syndicats ont aussi réclamé des garanties qu'il n'y aurait pas de détérioration des conditions de travail une fois les activités reprises, des régimes de sécurité d'emploi – notamment pour les jeunes travailleurs, et l'assurance que tout plan de relance ou de marchés publics à venir accompagnerait la transition vers une relance européenne verte à faible intensité de carbone.

Dans le Sud, dans la mesure du possible, les affiliés de l'IBB se sont employés à mener des activités de plaidoyer au travers de mécanismes de négociation

centralisés ou d'un dialogue tripartite. Lorsque ces options n'étaient pas envisageables, de nombreux affiliés, en particulier mais pas seulement dans le secteur de la construction, ont fait savoir que les multiples niveaux de sous-traitance et petits employeurs rendaient un quelconque engagement dans des négociations bilatérales entre chacun de ces employeurs extrêmement difficile. Les syndicats ont choisi de se concentrer sur les entrepreneurs principaux, puis de tenter d'imposer le bon respect de la réglementation dans l'ensemble de la chaîne de sous-traitance tout en négociant avec d'autres employeurs dont les salariés les auraient sollicités en vue d'obtenir de l'aide.

Dans la région Afrique/MENA, les syndicats signalent être davantage consultés à propos des mesures d'urgence liées au COVID-19. Les affiliés de l'IBB, y compris à Bahreïn, en Égypte, au Ghana, en Jordanie, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, au Nigéria, en Palestine, au Sénégal et en Tunisie, ont signé des accords tripartites qui empêchent les licenciements et assurent une protection totale ou partielle du revenu des travailleurs pour des périodes allant de deux semaines à deux mois.

En Asie/Pacifique, la plupart des gouvernements ont introduit de manière unilatérale des politiques et des mesures de lutte contre le COVID-19, bien que les affiliés de l'IBB aient activement contribué à l'élaboration des politiques gouvernementales en Australie, au Cambodge, au Myanmar

et en Thaïlande. Les syndicats ont été nombreux à mener des actions de plaidoyer destinées à influencer les mesures d'aide déployées par les gouvernements et se sont associés aux groupes de la société civile pour appeler les gouvernements à étendre les prestations aux travailleurs migrants. Cependant, les gouvernements des États de l'Inde ont suspendu les lois protégeant la liberté syndicale et le salaire minimum, sans consulter les syndicats. Le Conseil des affiliés indiens de l'IBB (Indian Affiliates Council, IAC) a soumis une plainte à l'OIT et porté une affaire devant la Cour suprême de l'Inde afin de contester ces réformes. Aux Philippines, en mai, le ministère du Travail et de l'Emploi (DOLE) a publié l'Avis sur le travail n° 17 qui a permis aux employeurs de réduire les salaires et les avantages sociaux en échange de la protection de l'emploi ; l'Ordonnance n° 213



⁷ FAO : The impacts of COVID-19 on the forest sector : How to respond? 23 avril 2020, disponible (en anglais) à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca8844en/CA8844EN.pdf>

⁸ FAO 2020 Impacts de la covid-19 sur les chaînes de valeur du bois et réponse du secteur forestier : Résultats d'une enquête mondiale menée en 2020. Rome, disponible à l'adresse <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB1987FR>



autorisait quant à elle le DOLE à suspendre les affaires portées devant les juridictions du travail, les inspections de routine sur le lieu de travail et les enquêtes consécutives à des plaintes de SST. L'affilié de l'IBB, l'Association of Labour Unions, a vivement critiqué ces mesures et a exigé que le DOLE s'engage dans un véritable dialogue en convoquant des conseils industriels tripartites en vue de protéger les emplois et mettre au point des protocoles de lutte anti-COVID-19.

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), des accords tripartites ont été signés entre les syndicats, le ministère du Travail et les associations d'employeurs du secteur de la construction au Panama, au Pérou, en Équateur, en Colombie et en Argentine. À titre d'exemple, le programme argentin de reprise de la productivité (REPRO) a ainsi fourni une assistance aux entreprises afin de protéger l'emploi par le biais d'un régime de subventions salariales. Dans d'autres pays, des mesures ont été introduites mais en consultant peu les syndicats, voire pas du tout. Au Brésil, le gouvernement s'est employé à réformer la législation du travail à travers un décret ministériel permettant la suspension temporaire des contrats de travail pendant quatre mois, sans proposer de compensation et sans consulter les syndicats. Dans le sillage des pressions syndicales et parlementaires, le président Jair Bolsonaro s'est vu contraint de révoquer ce décret.

En Amérique du Nord, les affiliés de l'IBB ont travaillé avec d'autres syndicats pour renforcer les dispositions relatives aux allocations de chômage et revendiquer des programmes de protection des salaires. Aux États-Unis, des efforts de plaidoyer ont notamment ciblé la garantie des soins de santé dans le contexte de l'urgence liée au COVID-19, pour les assurés et non assurés, et pour les personnes mises à pied temporairement ; ainsi que des congés de maladie rémunérés au profit des travailleurs habituellement non éligibles.

Dans de nombreux pays européens, les gouvernements en consultation avec les partenaires sociaux ont adopté des lois et d'autres mesures dans le but de protéger les travailleurs contre les licenciements. Les procédures relatives aux mesures de chômage partiel ou temporaire ont été assouplies et les gouvernements ont adopté divers paquets d'aides pour les travailleurs et les entreprises à condition qu'il ne soit procédé à aucun licenciement.

Selon une enquête sur les bases de données du secteur du bâtiment menée par l'IBB pour la région paneuropéenne, dans 47 pour cent des cas, les gouvernements ont adopté des dispositifs unilatéralement ou avec un certain degré de consultation des partenaires sociaux ; dans 30 pour cent des cas des accords bipartites ont été conclus et dans 23 pour cent des cas, des accords tripartites. Dans les secteurs du bois et de l'ameublement, près d'un tiers des syndicats ayant répondu ont indiqué qu'il y avait eu des accords bipartites ou tripartites, mais le nombre de réponses était relativement limité.

Les affiliés de l'IBB en action

1. Protection de l'emploi et des salaires

Face aux confinements et aux perturbations, les syndicats des secteurs de l'IBB ont appelé à la protection de l'emploi et des salaires et à protéger les travailleurs contre l'obligation d'accepter les licenciements ou les modifications des contrats de travail ou de prendre des congés non rémunérés. Ils ont appelé à une amélioration des prestations de chômage et à des programmes d'assistance sociale pour les plus vulnérables, ainsi qu'à une meilleure couverture des régimes d'assurance maladie et des dispositions relatives aux congés de maladie. Ils ont fait valoir que les syndicats devaient être pleinement impliqués dans la gestion de crise.

Dans la région Afrique/MENA, les mesures de protection de l'emploi ont généralement été appliquées à travers l'employeur lui-même et intégraient des mesures visant à verser une partie du salaire sur une période déterminée. En Afrique du Sud, le NUM et le BCWU ont conclu des accords sous les auspices des conseils de négociation sectoriels afin de garantir aux travailleurs l'accès aux prestations de chômage spécifiquement destinées à couvrir les pertes de revenus liées au COVID-19. Au Sénégal, le 3 avril, le gouvernement a accepté de garantir 70 pour cent des salaires des travailleurs mis à pied temporairement, à la condition de ne pas les licencier. Les dirigeants syndicaux du SNTC/BTP n'ont pas ménagé leurs efforts afin d'assurer l'efficacité de ces mesures. En Tunisie, la FGBB/UGTT a débattu des régimes de protection des salaires au sein du conseil tripartite, et notamment le paiement intégral des salaires du mois d'avril. Dans de nombreux pays, d'autres mesures non liées au travail incluant les paiements accélérés des prestations sociales, les virements en espèces ponctuels ou limités dans le temps des prestations de sécurité sociale et les colis alimentaires ont été mises en œuvre pour les personnes les plus vulnérables. On note cependant que les travailleurs migrants, occasionnels et du secteur informel ne peuvent généralement pas prétendre à ces prestations, ou que l'accès à ces aides n'est pas systématique. Au Burkina Faso par exemple, la FTBBF a mis en exergue les difficultés rencontrées par les ouvriers préposés au concassage des pierres, qui ont perdu une part importante de leurs revenus dans le sillage de la suspension des projets de construction. Les femmes sont nombreuses parmi ces ouvriers et la FTBBF a appelé le gouvernement à leur fournir des EPI ainsi que des dispositifs d'aide, comme des colis alimentaires.

En Asie/Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont adopté des régimes de subventions

salariales pour empêcher les licenciements. En Nouvelle-Zélande, le programme comprenait une subvention salariale hebdomadaire, à l'origine pour une période de 12 semaines, qui a ensuite été prolongée. L'industrie forestière a été particulièrement touchée par la baisse de la demande en provenance de la Chine, qui achète plus de la moitié de la production néozélandaise de grumes et le gouvernement a réservé un fonds spécial au redéploiement des travailleurs forestiers dans d'autres secteurs. À Hong Kong, le gouvernement a mis en place un programme de soutien à l'emploi proposant une subvention équivalant à 50 pour cent du salaire mensuel, mais le CSGWU a fait savoir que la plupart des travailleurs ne recevaient pratiquement rien ou n'étaient pas éligibles. À Singapour, un programme similaire a permis de financer 25 pour cent des salaires, mais exclusivement au profit des citoyens ou des résidents permanents, et non des travailleurs migrants temporaires.

Dans d'autres pays d'Asie, les gouvernements ont interdit les licenciements mais sans fournir de subventions salariales adéquates ou en se contentant de proposer aux travailleurs un versement unique en espèces ou des colis alimentaires. En Inde, en dépit d'une mesure gouvernementale interdisant les licenciements ou la résiliation des contrats de service jusqu'à la mi-mai, l'Indian Affiliates Committee a rapporté que de nombreuses entreprises, dans les secteurs de la construction, du ciment et des carrières de pierre, ne payaient que les travailleurs réguliers pendant le confinement et non les travailleurs contractuels. Dans le secteur forestier mineur des États du Gujarat et de l'Odisha, au cours de la saison de cueillette des feuilles de kendu et de sal, les syndicats de ces États ont réussi à obtenir du gouvernement qu'il autorise le travail. En Indonésie, les syndicats cherchent à renégocier des clauses dans les conventions collectives afin d'offrir une meilleure protection aux travailleurs dont le temps



de travail avait été réduit ou qui avaient été licenciés en raison de la pandémie ou de catastrophes naturelles, telles qu'inondations, ouragans ou feux de forêt, et proposer des possibilités de reconversion à celles et ceux qui perdent leur emploi.

Dans la région ALC, les syndicats de certains pays ont pu protéger l'emploi et les salaires des travailleurs qui étaient couverts par des conventions collectives (CC). Dans le secteur des matériaux de construction au Pérou, le SITRAFAPESA, le SITRACESANLO, le FETRACEPPE et le SUTFACAP ont négocié avec succès la suspension temporaire du travail sans affecter les droits et avantages sociaux des travailleurs tels que consacrés dans leurs CC. Au Panama, le SUNTRACS a négocié un accord tripartite avec le ministère du Travail et du Développement du travail (MITRADEL) et la Chambre panaméenne de la construction (CAPAC) afin de garantir le versement des salaires des ouvriers du bâtiment dont le travail avait été stoppé à la suite de la quarantaine imposée le 20 mars.

Chaque travailleur a également bénéficié de congés payés à l'avance, 80 dollars américains par mois de la part du Fonds de solidarité du Panama (« *Plan Panamá Solidario* »), ainsi que des vivres et une contribution de solidarité de 60 dollars américains par mois versée directement par le syndicat. Dans de nombreux autres pays, les travailleurs du secteur

de la construction ont été mis à pied et laissés sans aucune source de revenu.

En Amérique du Nord, les affiliés de l'IBB aux États-Unis ont œuvré aux côtés d'autres syndicats en vue d'améliorer la loi « Aide, secours et sécurité économique en temps de coronavirus » (*Coronavirus Aid, Relief and Economic Security, CARES*) et ainsi étendre l'éligibilité aux prestations de chômage et augmenter le montant et la durée de ces dernières et permettre des paiements immédiats, sans délai d'attente. L'International Association of Machinists and Aerospace Workers (IAM) a témoigné devant un caucus du Congrès pour appuyer une loi sur la garantie des salaires. Le 20 mai, l'United Steelworkers a appelé à des mesures gouvernementales supplémentaires, notamment une subvention pour le maintien du plein salaire et une expansion des critères d'éligibilité au profit des chômeurs de longue durée, des personnes contraintes de quitter le travail en raison du COVID-19 et de celles dont le seuil de revenu était trop élevé pour en bénéficier. Le syndicat a également demandé au gouvernement de

veiller à ce que les employeurs qui avaient bénéficié d'une aide publique s'engagent à appliquer un moratoire sur les licenciements, l'externalisation et la délocalisation. En outre, les syndicats ont appelé à une protection accrue en faveur des travailleurs ayant le statut de travailleur étranger temporaire et des travailleurs sans papiers. Au Canada, les affiliés de l'IBB et d'autres syndicats ont collaboré avec les associations d'employeurs pour demander au gouvernement d'adopter des mesures spéciales, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), couvrant 75 pour cent des salaires.

Dans de nombreux pays européens, les gouvernements en consultation avec les partenaires sociaux ont adopté des lois et d'autres mesures dans le but de protéger les travailleurs contre les licenciements. Les procédures de chômage partiel ou temporaire ont été simplifiées et les gouvernements ont adopté divers paquets d'aides pour les travailleurs et les entreprises à condition qu'il ne soit procédé à aucun licenciement. On recense un certain nombre de bonnes pratiques dans le cadre desquelles des accords tripartites et bipartites ont permis aux travailleurs de bénéficier d'une protection de l'emploi et du salaire. Au Danemark, un accord tripartite prévoyait le remboursement de 75 pour cent des coûts salariaux plafonnés à 23 000 couronnes danoises par mois pendant trois mois pour les travailleurs touchant un salaire mensuel ; les travailleurs rémunérés à l'heure ont quant à eux perçu 90 pour cent de leur salaire plafonné à 26 000 couronnes danoises par mois, à condition que les entreprises ne licencient aucun de leurs employés pour des raisons financières au cours de la période concernée. Les affiliés de l'IBB considèrent que ce système a permis d'éviter des licenciements massifs.

En Allemagne, le gouvernement fédéral a accepté d'indemniser les travailleurs contraints à réduire leur temps de travail. Cependant, IGBAU a critiqué le système gouvernemental en date du 24 mars, le qualifiant de particulièrement injuste dès lors que les cotisations sociales des employeurs étaient intégralement remboursées alors que les travailleurs à horaire réduit n'étaient rémunérés qu'au taux de 60 ou 67 pour cent de leur salaire perdu. Au Royaume-Uni, le gouvernement a mis en place un système de maintien de l'emploi permettant aux travailleurs temporairement mis à pied dans le contexte de l'urgence liée au COVID-19 de toucher 80 pour cent de leur salaire, plafonné à 2500 livres par mois. Par ailleurs, les syndicats ont revendiqué avec succès des mesures supplémentaires aux fins de protéger les travailleurs indépendants. UNITE a plaidé pour un régime de garantie du revenu au profit des plus d'un million de travailleurs de la construction ayant le statut d'indépendants ou rémunérés par le biais de sociétés externes de gestion de paie ou d'entreprises de por-



tage salarial, en déclarant qu'ils ne devraient pas avoir à choisir entre leur santé ou les difficultés et la faim.

Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, d'Europe du Sud-Est et des Balkans occidentaux, malgré un certain niveau de protection assuré par le gouvernement, de nombreuses pertes d'emplois sont néanmoins à déplorer, en particulier pour les travailleurs temporaires ; l'indemnisation des salaires a été jugée sérieusement insuffisante et, dans certains cas, inférieure au niveau des prestations de chômage traditionnelles. En général, les gouvernements ont appliqué les dispositions régulières du droit du travail et du droit des sociétés, et les travailleurs sous couvert de contrats de courte durée n'ont pas vu leur contrat renouvelé et n'ont pas eu accès aux prestations de chômage. Les mesures de protection spéciales, si tant est qu'elles existent, ne couvraient généralement qu'une brève période de deux ou trois mois. En outre, en Croatie, en Pologne et en Hongrie, les syndicats de l'IBB se sont dits inquiets de voir les gouvernements se servir de la crise du COVID-19 comme prétexte en vue d'affaiblir la législation du travail et fragiliser la négociation collective à l'échelon national ou sectoriel.

En Turquie, les secteurs de la construction et de la foresterie sont restés en activité durant le confinement. YOL-IS, le syndicat turc représentant les travailleurs des routes, de la construction et du bâtiment, a été en mesure de négocier une protection complète des salaires pour les travailleurs des infrastructures routières publiques tandis que les travailleurs les plus à risque en raison du COVID-19 ont été mis en congé rémunéré. Dans le secteur privé, un moratoire de 3 mois sur les licenciements a été établi pour l'ensemble des employeurs et des travailleurs. Cependant, les entreprises avaient la possibilité de mettre les travailleurs en congé non rémunéré avec une allocation quotidienne de 39 liras (soit 5,80 dollars américains), qui ne représente que la moitié du salaire minimum. Les syndicats des secteurs de l'IBB se sont montrés critiques à l'égard des actions du gouvernement qui, selon eux, aurait dû établir une allocation de chômage partiel qui n'obligeait pas les travailleurs à prendre un congé non rémunéré.

En Russie, le gouvernement a imposé un confinement d'une semaine à compter du 15 avril, qui a ensuite été prolongé jusqu'à la mi-mai et tous les travailleurs des secteurs dits « non essentiels » ont été mis en congé payé. Le président Poutine a déclaré que les travailleurs recevraient un salaire complet durant le confinement mais dans la plupart des cas, les employeurs ont annoncé une fermeture temporaire et ont versé les deux tiers des salaires comme stipulé dans le Code du travail. La plupart des entreprises du secteur de la construction, du

bois et de la foresterie ont maintenu leurs activités ; certaines ont annoncé une fermeture temporaire et ont acquitté les deux tiers des salaires et dans certains cas, comme chez IKEA, les employés ont touché un salaire complet.

2. Santé et sécurité au travail

Des études ont révélé le triste fait que les ouvriers du bâtiment et des matériaux de construction sont près de quatre fois plus susceptibles de mourir du COVID-19 que les cols blancs. Pour ceux qui, dans le cadre de leur travail, ont été exposés à la poussière, aux produits chimiques, aux vapeurs de diesel et de soudage et à d'autres émanations, les taux de maladies respiratoires et de dysfonction du système immunitaire sont particulièrement élevés.⁹ Pour cette raison, l'IBB et ses affiliés se tiennent aux avant-postes en soutenant les mesures de santé publique visant à contenir la propagation de l'infection et à s'assurer que toutes les mesures de santé et de sécurité nécessaires sont en place pour protéger la main-d'œuvre.

L'IBB a fait valoir le rôle décisif que peuvent jouer les syndicats en veillant à ce que les employeurs assument leurs responsabilités en matière

de sécurité des employés et en s'associant aux syndicats pour élaborer un plan de riposte face au COVID-19, dans la droite ligne de la Convention n° 155 de l'OIT sur la sécurité et la santé des travailleurs (art. 20). L'IBB a lancé la campagne « *Halte au COVID-19, Protégez les travailleurs !* » ; au début de la période, alors que de nombreuses personnes ignoraient les informations élémentaires sur le virus et la maladie, les syndicats ont mené un travail de sensibilisation crucial sur les lieux de travail, par l'intermédiaire des comités de SST et de mécanismes bipartites et tripartites.

À l'occasion de la Journée internationale de commémoration des travailleurs le 28 avril 2020, l'IBB s'est jointe à d'autres syndicats mondiaux au sein du Conseil des Syndicats Mondiaux (Council of Global Unions, CGU), appelant les gouvernements et les organismes de santé et de sécurité au travail du monde entier à reconnaître le SARS-CoV-2 en tant que risque professionnel et le COVID-19 en tant que maladie professionnelle. La reconnaissance en tant que risque oblige l'employeur à protéger ses salariés dans toute la mesure du possible et la reconnaissance en tant



⁹ Selon les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique du Royaume-Uni, 11 mai 2020

que maladie garantit le droit des travailleurs à la représentation et l'application des mesures convenues en vue de réduire le risque, ainsi que l'indemnisation en cas d'exposition dans le cadre du travail.

Par ailleurs, le 20 mai 2020, le CGU a adressé une lettre conjointe à l'OMS exprimant toute sa préoccupation quant aux nouvelles lignes directrices de l'OMS sur les mesures de santé publique et les mesures sociales sur le lieu de travail dans le cadre de l'épidémie de COVID-19. Le guide de l'OMS a été rédigé sans consulter les syndicats et ne respecte pas les normes de l'OIT, y compris la Convention n° 155 de l'OIT sur la sécurité et la santé des travailleurs et les conventions sectorielles pour la construction, l'agriculture et l'exploitation minière. Ces normes ont été transposées dans de nombreuses politiques nationales de santé publique et dans de nombreux accords sectoriels. Le CGU a fait remarquer que la recommandation établissant la distanciation physique à « au moins un mètre » n'était pas suffisante. Nombre de politiques publiques et d'accords industriels ont systématiquement fait valoir une distance minimale de deux mètres. Enfin, les lignes directrices de l'OMS ne mentionnent pas le droit des travailleurs et de leurs syndicats de prendre part à l'évaluation des risques et aux mesures de prévention, ni le droit de refuser un travail qui présente un risque grave et imminent pour la santé.

Dès lors que la pandémie n'a montré aucun signe de fléchissement, il est devenu de plus en plus important de trouver des moyens de poursuivre le travail syndical tout en protégeant les travailleurs. En février 2021, l'IBB a publié un guide pratique sur la SST à l'intention des syndicats dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Présenté dans un

protection individuelle (EPI) et des mesures de nettoyage et de désinfection.

Au niveau national, au sein de l'UE, de nombreux pays (Belgique, Danemark, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne et Espagne) se sont engagés dans des discussions tripartites ou bipartites qui ont abouti à des protocoles ou à d'autres accords concernant le travail durant la crise du COVID-19 ou la reprise du travail à la suite d'un confinement ou de fermetures d'établissements. Les questions examinées portaient sur les mesures de distanciation physique, la désinfection régulière des sites et des espaces communs, les EPI adaptés, notamment les masques, les lunettes et gants de protection, l'adoption du travail posté et des horaires décalés, des dispenses de travail pour les travailleurs de catégories « à risque » et d'autres mesures concernant la restauration, l'hébergement et les moyens de transport. La distanciation physique variait de 1,50 m à 2 m, y compris dans les transports. Cependant, dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest et d'autres sous-régions, les syndicats ont fait savoir que les protocoles étaient mal appliqués.

Aux Pays-Bas, un responsable « coronavirus » a été désigné sur chaque chantier afin de surveiller l'application par les employeurs de l'accord tripartite « comment travailler en toute sécurité sur les chantiers ». Néanmoins, une enquête portant sur plus de 1 000 ouvriers du bâtiment diligentée début mai par le syndicat du bâtiment néerlandais, FNV Bouwen en Wonen, a montré que 36 pour cent des personnes interrogées déclaraient qu'il n'était pas possible de respecter les règles de distanciation physique de 1,50 m sur les chantiers et que les installations pour se laver les mains étaient insuffisantes pour se conformer à la nouvelle réglementation. Selon 19 pour cent des personnes interrogées, aucune mesure de protection supplémentaire n'avait été mise en place. Le syndicat a appelé l'inspection du travail à prendre des mesures urgentes afin de faire respecter l'accord tripartite.¹⁰

En Espagne, en juillet 2020, les affiliés de l'IBB, la Fédération de l'industrie, de la construction et de l'agriculture (UGT-FICA) et la Fédération de la construction et des services de CCOO, en collaboration avec la Confédération des employeurs de la construction, ont publié un guide d'action anti-COVID-19, en prévision de la reprise des opérations dans le secteur de la construction. En Allemagne, en janvier 2021, IGBAU et les associations allemandes de l'industrie de la construction, Bau Industrie et Deutsche Baugewerbe, ont convenu de mesures de prévention supplémentaires, parmi lesquelles la distribution de masques de protection FFP2 et d'un nombre accru de tests. Ils ont également demandé à l'organisme d'assurance accidents, BG-BAU, de



format facile à lire, il propose aux affiliés un processus « pas à pas » en vue d'examiner les risques liés au COVID-19 dans les bureaux syndicaux et lors des activités syndicales et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation. Il comprend également trois fiches d'information ou des « avis » contenant des explications à propos du virus, de l'équipement de

¹⁰ Source : Erna Bosschart, 06 mai 2020, FNV « construction protocol is insufficiently observed according to survey by members », disponible en néerlandais à l'adresse <https://www.fnv.nl/nieuwsbericht/sectornieuws/bouwen-en-wonen/2020/05/fnv-schakelt-inspectie-s-w-in-protocol-bouw-wordt>

dispenser un plus large éventail de conseils sur les questions sanitaires et de se charger du suivi du bon respect des protocoles de lutte contre le COVID-19.

En Turquie, le Syndicat des fonctionnaires des secteurs de l'agriculture, des forêts, de l'élevage et de l'environnement (Tarim Orman-IS) a organisé des programmes de formation aux premiers secours et en matière de prévention anti-COVID-19 pour les travailleurs forestiers des régions reculées. Le syndicat a dénoncé les conditions de travail dangereuses et la forte augmentation du nombre de décès en raison de la pandémie de COVID-19. Le Syndicat turc du ciment, de la poterie et du verre (CIMSE-IS) a également mené des actions de plaidoyer auprès des principales entreprises du secteur afin de mettre en œuvre des mesures de SST supplémentaires, y compris la formation des travailleurs aux protocoles de sécurité, la désinfection régulière des vestiaires et des espaces communs, la mesure quotidienne de la température des travailleurs et l'octroi d'un congé payé au profit des travailleurs vulnérables, y compris les femmes enceintes.

En Ukraine, les syndicats n'ont ménagé aucun effort en vue d'obtenir, au profit des travailleurs employés sur des projets d'infrastructure critiques qui n'avaient pas été mis à l'arrêt, un EPI adéquat et des moyens de transport sûrs. Dans la ville de Lviv, par exemple, le PROFUD a fait appel aux autorités municipales et à la police régionale afin d'assurer la mise à disposition d'EPI, de moyens de transport sûrs et de gel antibactérien pour les ouvriers du bâtiment. Une enquête menée par la Confédération des constructeurs d'Ukraine en juin 2020 a révélé que la majorité des entreprises avaient reporté le début de nouveaux projets et que plus de 25 pour cent des entreprises avaient licencié des travailleurs, les avaient mis en congé sans solde, ou avaient réduit leur temps de travail ou leur salaire. Le PROFUD a estimé que des milliers de travailleurs étaient concernés par ces pertes d'emplois. Au Kirghizstan, le syndicat a organisé un séminaire en ligne afin d'informer ses membres des mesures de sécurité. L'urgence COVID-19 a contribué à relancer les inspections du travail qui avaient jusque-là quasiment cessé. Néanmoins, dans d'autres pays comme la Géorgie, le syndicat avait certes réussi à diffuser des informations sur les mesures de protection contre le COVID-19 au personnel, mais il s'est vu interdire l'accès aux sites pour y effectuer des inspections de sécurité.



Dans la région Afrique/MENA, de nombreux syndicats ont utilisé des plateformes SMS pour joindre leurs membres et les conseiller sur les mesures préventives, souvent en amont des interventions gouvernementales en matière de santé publique. En Afrique du Sud, les affiliés de l'IBB (NUM et BCAWU) ont signé un accord tripartite sur la santé et la sécurité dans le domaine de la construction en vue d'établir, entre autres mesures, un comité SST tripartite spécial COVID-19. Au Nigeria, le NUCECFWW a dénoncé des conditions de travail dangereuses sur les sites de la raffinerie de Dangote, en violation des directives gouvernementales. En Palestine, le NUBWW a veillé à ce que les employeurs garantissent l'accès à des installations sanitaires et des EPI adéquats.

Au Zimbabwe, le GAPWUZ a signé avec le gouvernement un accord décisif au mois d'août 2020 dans le but de faire appliquer une nouvelle réglementation de la SST dans les secteurs agricole et sylvicole, connue sous le nom d'Instrument statutaire 197 de 2020. L'accord couvre l'ensemble des travailleurs, quel que soit le statut dans la profession, et inclut par conséquent les travailleurs saisonniers, contractuels et occasionnels et non seulement la main-d'œuvre permanente. Une fois mis en œuvre, il permettra de réduire le niveau d'exposition au COVID-19 et comblera un vide dès lors que la convention collective ne couvre pas les questions de SST et qu'aucune loi nationale n'existe sur la question.

Plus tard dans le courant de l'année (le 30 novembre), face à l'augmentation des taux d'infection sur le continent, l'IBB a organisé un séminaire régional AFRIQUE/MENA en ligne dans le but de mettre en lumière l'incidence psychologique du COVID-19 ; il en est ressorti que la santé mentale devait être érigée au rang de question prioritaire par les syndicats, à aborder sur les forums de dialogue social.

Dans la région Asie-Pacifique, des lignes directrices sur la SST ont été adoptées en Australie et approuvées par les syndicats du bâtiment et de la construction ainsi que par les associations patronales et industrielles, puis avalisées par le Conseil consultatif de l'industrie du bâtiment. Les lignes directrices de l'État de Victoria, définies aux côtés des affiliés de l'IBB (CFMEU et ETU), ont été révisées à plusieurs occasions et proposent une approche fondée sur les risques face aux dangers spécifiques à chaque site.¹¹

¹¹ <https://vic.cfmeu.org.au/news/covid-19-building-industry-guidelines-march-31>

L'Indian Affiliates Council publie une charte de revendications en 10 points appelant à la fourniture d'EPI pour tous les travailleurs et à des garanties SST adéquates sur les chantiers de construction et dans le secteur forestier, lorsque les opérations auront repris. En Corée du Sud, les syndicats ont exercé des pressions auprès des gouvernements et des employeurs afin de renforcer les consultations bipartites sur la SST ; aux Philippines, ils ont élaboré des projets de protocoles sur la SST pour discussion avec le gouvernement. En Malaisie, le TMPUE a appelé à des tests obligatoires et réguliers en vue d'éviter que les travailleurs forestiers ne deviennent un vecteur du virus.

Dans la région ALC, certains pays ont pu conclure des accords bipartites ou tripartites sur la SST, comme en Argentine où l'UOCRA a signé un protocole sur la SST avec la Chambre argentine de la construction (CAMARCO), qui a ensuite été approuvé par le Conseil consultatif tripartite. Le protocole



proposait des directives détaillées sur la façon de gérer les risques liés au COVID-19 et favoriser la reprise du travail dans le secteur. Au Pérou, en juin, dans la perspective d'une reprise des opérations à l'issue du confinement, la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du bois (FENATIMAP) a organisé des formations sur les protocoles de SST à l'intention de ses membres dans les zones rurales reculées. Le Bermuda Industrial Union (BIU) a lancé une vaste campagne d'information sur les mesures préventives face au COVID-19.

En août, dans la perspective de la réouverture des chantiers et des usines de transformation du bois dans de nombreux États brésiliens, les affiliés de l'IBB ont organisé un séminaire en ligne de formation examinant un projet de protocole de lutte contre le COVID-19, qui a ensuite été lancé au mois de septembre. Intitulé « La vie avant le profit : Recommandations relatives aux politiques de SST pour la prévention et le contrôle du COVID-19 », le protocole est utilisé par les syndicats afin d'appuyer les négociations collectives et les campagnes de SST. Un protocole de SST strict a été défini entre le SINTRAPAV, Paraná et l'entreprise Klabin dans le but de permettre la poursuite des travaux sur le vaste projet de traitement des pâtes à papier Puma 11. On note

également le dialogue social bipartite entre le Syndicat des travailleurs de la construction civile de Porto Alegre et le gouverneur de l'État qui s'est tenu dans l'optique de développer des points de coopération sur la reprise des opérations dans le secteur de la construction, y compris sur les protocoles de SST.

En Amérique du Nord, les syndicats ont défendu avec beaucoup de vigueur les questions de sécurité et de santé. L'IUPAT, le syndicat des peintres et des métiers connexes, a publié un plan de gestion des chantiers de construction anti-COVID-19 à l'intention des employeurs, afin d'assurer le respect des lois et l'application de pratiques exemplaires en vue de réduire les risques de transmission. SMART, l'Association internationale des travailleurs de la tôlerie, de l'air, du rail et des transports, a élaboré un formulaire en ligne permettant de signaler les cas de non-respect des protocoles anti-COVID-19. Le syndicat des Métallos au Canada propose un formulaire semblable sur son site Web qui permet à ses membres de rédiger des courriers ou d'entrer en contact avec les représentants compétents du gouvernement afin d'exiger une meilleure protection en faveur des travailleurs. L'équipe Sécurité de l'Iron Workers' Union assure un suivi des travailleurs qui sont tombés malades et veille à l'application de protocoles sur les lieux de travail. Le Syndicat des métiers de la construction de la Colombie-Britannique, affilié à la Construction Maintenance and Allied Workers (CMAW), elle-même affiliée à l'IBB, a produit un guide de ressources sur la prévention du COVID-19 dans le secteur de la construction.

3. Hotspots et soutien aux travailleurs migrants

La pandémie de COVID-19 a cruellement mis en lumière les terribles inégalités sur le marché du travail mondial, alors que des millions de travailleurs migrants se sont tout à coup retrouvés coincés dans un pays, sans emploi, sans revenu et sans être autorisés à rentrer chez eux. Les travailleurs migrants comptent parmi les plus vulnérables, étant moins susceptibles d'avoir accès à des informations sur la maladie ou à des soins de santé. Du fait de leur statut de migrants, beaucoup ont peur de demander de l'aide. Dans un article de blog publié le 18 mars, le Secrétaire général de l'IBB a souligné le déficit de protection et les risques multiples auxquels sont confrontés les travailleurs migrants, appelant les gouvernements et les employeurs à veiller à ce que les informations relatives au COVID-19 soient aussi tenues à la disposition des migrants dans plusieurs langues et à ce que les tests et les services de santé soient accessibles à tous. Il a attiré une attention particulière sur la situation désastreuse dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), où les conditions peu hygiéniques des logements surpeuplés ont entraîné des taux d'infection élevés au sein de la main-d'œuvre migrante du secteur de la construc-



ing or
gaining?

uture of Wages and
yment in times of
D-19

Labour Rights and the
Legacy of FIFA World Cup 2022

22-23 November 2020 | China, Qatar and the World

French
Syndicats

21-22 November 2020 | The People's Voice in the World

21-22 November 2020 | The People's Voice in the World

We are all
migrants

Building a Gender
Equal Better Future

BWI Workers' Voices Webinar Series 2

Building a Gender
Equal Better Future

24 February 2021 | 15:00 CET Online Free

BWI Workers' Voices Webinar Series 3

Build Better Future:
Workers' Agenda and
Actions for Pandemic
Recovery

24 February 2021 | 15:00 CET Online Free

Social Distancing - Yes!
People Distancing - Never!

DECENT WORK.
BETTER FUTURE

Equal & Better
Future
for All

Equal & Better
Future
for All

What does it mean for you?

In our homes,
reconstruction, wellbeing and
trade union workers demand
equality - to be seen,
respected and heard, nothing
less will do.

Equal & Better
Future
for All

NO RECOVERY
WITHOUT
GENDER
EQUALITY

COVID-19
Solidarity
Initiative

CARAVAN

Workers' Voices from
World Bank-finance
Projects

Thank a migrant worker who
get the vaccine. Migrants are
essential to getting it to you.

THE SOUND OF
DEMOCRACY
A GLOBAL
NOISE
BARRAGE

Stewardship
in Forestry
& Value Chain

tion. Dans certains cas, les travailleurs ont été mis en quarantaine et n'ont pu accéder à une aide financière ou à des produits de première nécessité que dans des proportions limitées, voire inexistantes.¹²

En juillet, l'OIT a estimé que près d'un million de travailleurs migrants étaient retournés en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est en raison de la pandémie de COVID-19. En réaction au rapport, le Secrétaire général de l'IBB a exhorté les pays d'origine des travailleurs à préparer des mesures de protection sociale pour les millions de travailleurs migrants sans emploi de retour au pays. Le 24 juillet, l'IBB s'est associée à une coalition de syndicats et d'organisations de la société civile réclamant un mécanisme de justice internationale pour les travailleurs migrants rapatriés, afin de superviser les réclamations portées par ceux-ci ou les cas de non-paiement des salaires. Le plan prévoyait la création d'une commission internationale en charge des réclamations (dotée d'un fonds d'indemnisation) et appelait à des réformes des systèmes juridiques nationaux en vue de mieux répondre aux préoccupations des travailleurs migrants.

De nombreux États de la région MENA cherchent à rapatrier leurs travailleurs, tandis que les pays d'origine hésitent à autoriser leur retour. L'IBB, associée à la coalition de syndicats et d'organisations de la société civile, a appelé les États du CCG à s'engager à assurer une protection adéquate aux travailleurs migrants et à leur apporter une aide, y compris en matière de sécurité de l'emploi, du revenu et de la santé. À Bahreïn, la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (General Federation of Bahrain Trade Unions, GFBTU) a averti des licenciements de travailleurs migrants par des employeurs ignorant leur situation sociale et les risques encourus pour leur santé. Elle a cherché à négocier avec certains employeurs et le gouvernement en vue d'étendre le système de subventions salariales aux travailleurs migrants, ces derniers représentant plus de 80 pour cent des travailleurs de la construction. Au Qatar, le Forum des leaders communautaires (le réseau de l'IBB pour les travailleurs migrants leaders) a coopéré avec le ministère du Travail qatari afin de diffuser des informations et sensibiliser aux questions de santé et aux droits en matière d'emploi. Avec le soutien de l'IBB, il a pu distribuer plus de 1 000 colis alimentaires.

À Singapour, le gouvernement a restreint les déplacements de quelque 370 000 travailleurs migrants vivant dans des foyers où des cas de COVID-19 avaient été détectés. En coopération avec la Centrale syndicale nationale de Singapour (SNTUC), le Centre pour les travailleurs migrants a recueilli des fonds en vue d'apporter une aide à ces derniers.

On dénombre également une population importante de travailleurs migrants, y compris dans des conditions irrégulières (sans papiers), dans les pays africains à revenu intermédiaire, comme l'Afrique du Sud, qui ne bénéficient aucunement de la sécurité sociale ou des programmes gouvernementaux de transfert d'argent. Certains syndicats surveillent les tendances migratoires et apportent leur aide par l'intermédiaire de l'IBB et de la solidarité internationale.

En Amérique latine, les transferts de fonds des travailleurs migrants représentent une contribution importante pour de nombreuses économies, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le flux des envois de fonds dans la région ALC pourrait connaître un recul de 10 à 15 pour cent en 2020, auquel cas huit années seront ensuite nécessaires pour atteindre à nouveau les niveaux de 2019. Des milliers de migrants vénézuéliens, dont beaucoup travaillaient dans le secteur de la construction, ont cherché à rentrer chez eux en raison du confinement en Colombie et malgré les difficultés économiques touchant leur propre pays.



Les syndicats de la région ALC ont œuvré pour que les travailleurs migrants puissent bénéficier des programmes d'aide du gouvernement. En Argentine, par exemple, l'UOLRA a publié une mise à jour du Passeport des travailleurs briquetiers (« Pasaporte Ladrillero »), qui contient des informations utiles pour les travailleurs migrants. En juillet, l'UOLRA a publié un rapport aux côtés de l'Institut des sciences sociales et de l'administration de l'Université nationale « Arturo Jauretche » soulignant la situation critique des travailleurs informels, dont bon nombre sont des travailleurs migrants saisonniers, qui ne reçoivent aucune subvention gouvernementale. Le rapport a été lancé en ligne avec la participation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le Dr Claudio Mormi. L'UOLRA négocie avec le gouvernement pour inclure les ressortissants boliviens employés dans des briqueteries sous le coup de fermetures temporaires, afin qu'ils puissent bénéficier du plan « Revenu Familial D'urgence » (connu sous le nom d'IFE) qui fournit aux familles une subvention sur plusieurs mois.

¹² https://www.bwint.org/fr_FR/cms/covid-19-union-response-1689/coronavirus-combattre-la-pandemie-protger-les-migrants-1672



En Amérique du Nord, les syndicats réclament une meilleure protection et des conditions de vie plus favorables pour les travailleurs immigrés ainsi que la

couverture des frais de santé liés au COVID-19 pour les travailleurs en situation régulière comme irrégulière. Les travailleurs immigrés en situation régulière bénéficient généralement d'un accès égal aux prestations COVID-19. Aux États-Unis toutefois, les travailleurs immigrés exerçant sous le statut de travailleurs étrangers temporaires craignent que l'acceptation d'une aide ne mette en péril leurs chances de voir leur titre de séjour renouvelé en raison des nouvelles conditions établies par l'Administration Trump au titre desquelles les travailleurs immigrés ne devraient pas constituer une « charge pour la société ». Les travailleurs en situation irrégulière ne peuvent pas prétendre à l'aide d'urgence COVID-19 et connaissent souvent une situation critique. Au Canada, les travailleurs migrants temporaires ont été autorisés à venir travailler dans le pays malgré les restrictions de voyage et les syndicats font remarquer que la valeur et le statut des travailleurs migrants sont aujourd'hui mieux perçus par l'opinion publique en raison de leur contribution dans le cadre de services considérés comme essentiels.

Dans les pays de l'UE, de nombreux travailleurs transfrontaliers, détachés et migrants bénéficient d'une égalité de statut avec les ressortissants en termes d'emploi et de protection sociale, en droit, même si ce n'est pas toujours le cas en pratique. Cependant, avec la fermeture des frontières ou les mesures de quarantaine imposées aux travailleurs de retour, de nombreux travailleurs migrants sont soudain devenus des citoyens de seconde zone, contraints de rentrer dans leur pays d'origine et sans pouvoir bénéficier des dispositifs de protection de l'emploi ou de subvention salariale accordés dans le pays où ils travaillent. Les syndicats ont informé les travailleurs migrants des différents dispositifs de protection de l'emploi et de subvention salariale dans les différentes langues des travailleurs et, le cas échéant, ont réclamé un accès égal à ces programmes pour les travailleurs migrants. Ils ont dénoncé les pratiques opportunistes des groupes politiques xénophobes de droite

consistant à faire des travailleurs migrants et des réfugiés les boucs-émissaires de cette situation.

En Norvège, selon Fellesforbundet, de nombreux travailleurs migrants ont regagné leur pays d'origine mais sont victimes de discrimination car ils doivent se trouver sur le territoire norvégien pour avoir accès aux allocations de chômage. Le syndicat négocie avec le gouvernement afin que les travailleurs migrants, à leur retour, bénéficient des mêmes prestations que les autres travailleurs. En France, la FNCCB-CFDT a signalé que des travailleurs migrants étaient en confinement et vivaient dans des conditions très difficiles, tandis que d'autres étaient rentrés dans leur pays d'origine où ils restaient bloqués jusqu'à la levée des restrictions. En Italie, FILLEA-CGIL a publié une lettre d'information en plusieurs langues pour expliquer les prestations auxquelles les travailleurs migrants ont droit pendant la crise du COVID-19. Le syndicat a mis en garde les travailleurs migrants de ne pas quitter le pays sans en informer dûment leur employeur, étant donné qu'ils ont droit à une indemnisation constante sur une période de trois mois. Au Portugal, le gouvernement a pris la décision humaniste d'approuver l'ensemble des procédures en cours de légalisation de la situation des ressortissants étrangers ou des demandeurs d'asile dans le contexte de l'état d'urgence et d'étendre la validité de tous les permis de travail et titres de séjour. En Serbie, on assiste à un départ de travailleurs vers d'autres pays européens et à un afflux de travailleurs, principalement de Turquie. Le syndicat SRGMIGM a signalé qu'il faisait face à des difficultés pour organiser la main-d'œuvre migrante et que, même pendant la crise du COVID-19, l'inspection du travail affirmait qu'il n'est pas autorisé à vérifier les conditions de travail sur les sites exploités par des entreprises étrangères.

En Ukraine, le PROFBUD a tenu une conférence multi-intéressés à Odessa le 19 août 2020, premier événement de ce genre depuis la levée des restrictions liées au confinement, afin de débattre de la situation des travailleurs migrants ukrainiens dans les pays de l'UE. Le syndicat a mis en lumière l'augmentation dramatique des cas de violation des droits du travail dans le contexte de la pandémie.

4. Accords-cadres internationaux et discussions avec les multinationales

Le 26 mars, le Secrétaire général de l'IBB a adressé une lettre aux principales multinationales (EMN) du secteur de la construction, notamment celles avec lesquelles avait été signé un accord-cadre international (ACI), afin d'encourager les bonnes pratiques en matière de protection des travailleurs dans le contexte de la crise du COVID-19. L'IBB a invité les entreprises à assumer leur obligation de protection et à appliquer le principe de diligence

raisonnable pour tous les employés dans leurs activités et chaînes de valeur, y compris dans le cadre des contrats avec les fournisseurs, en privilégiant les droits et le bien-être de ces travailleurs. ENGIE, l'entreprise énergétique française, qui négocie actuellement un ACI avec l'IBB et d'autres syndicaux mondiaux, a accepté d'accorder une protection sociale minimale à l'ensemble de ses employés à travers le monde et ainsi de couvrir intégralement les soins hospitaliers et une assurance-vie et d'étendre cette prise en charge aux personnes mises en congés payés jusqu'à la fin de l'année.

Dans le contexte de l'Assemblée générale annuelle de Lafarge Holcim, l'IBB, IndustriALL et la FETBB ont publié une déclaration commune appelant à la protection de l'emploi, à des garanties salariales et à des mesures de SST, à appliquer à l'ensemble de la main-d'œuvre, y compris les travailleurs en sous-traitance. Avant la fusion avec Holcim, Lafarge avait signé un ACI avec l'IBB, mais cet accord n'a pas été renouvelé pour le moment dans le cadre de la nouvelle entité fusionnée. Au Liban, les cimenteries de l'entreprise devaient fermer leurs portes sans que les travailleurs ne perçoivent de salaire. Le GSTU est intervenu et a signé un accord avec Lafarge Holcim en vue d'assurer la pleine rémunération des salariés jusqu'à la fin du mois de mars 2020, y compris en faveur des travailleurs rémunérés à la journée. Au Maroc, Lafarge Holcim a également versé un salaire intégral à ses salariés.

Aux Émirats arabes unis, quelque 500 travailleurs migrants népalais ont publié en mai 2020 un message vidéo afin de protester contre les mauvais traitements à leur encontre infligés par AMB-Hertel, affirmant avoir été confinés dans leur logement sans rémunération pendant deux mois ; l'entreprise leur a refusé de travailler et leur a fourni des vivres en quantité plus que limitée. Le COVID-19 a déjà tué des travailleurs mais on ne connaît pas toute l'ampleur de la situation dès lors que les travailleurs n'ont pas accès aux services médicaux. La situation a néanmoins obtenu un écho international et AMB-Hertel a été contrainte d'apporter une réponse.

En Afrique du Sud, le CEPPWAWU s'est opposé aux projets de Staedtler SA à l'issue du confinement, celle-ci prévoyant de ne verser aux salariés qu'une très faible part de leur salaire. Le syndicat sud-africain s'est appuyé sur l'aide de l'IBB et de l'affilié allemand IG Metal pour signaler cette violation de l'ACI au siège de Staedtler en Allemagne. Finalement, les travailleurs ont continué à percevoir l'intégralité de leur salaire pendant la période de confinement.

En Inde, l'affilié de l'IBB dans le secteur du ciment s'est adressé à l'Association des producteurs de ciment afin d'assurer la protection des emplois et des salaires, y compris en faveur de tous les travailleurs contractuels.

En Asie du Sud, les syndicats ont également fait pression sur l'association des propriétaires de carrières de pierre et sur certaines entreprises afin que les travailleurs continuent de toucher leur salaire au cours du confinement.

En Amérique latine, les syndicats ont pu utiliser l'ACI signé avec Faber-Castell pour garantir une protection de l'emploi, des subventions salariales et des mesures de sécurité supplémentaires au profit des travailleurs au Pérou et au Chili. Au Brésil, où le gouvernement fédéral n'a pas pris en compte les préconisations scientifiques relatives à la prise de mesures préventives, STI Químicos de São Paulo a veillé à ce que Faber-Castell mette en place des dispositifs de relevé de la température des salariés à l'entrée de l'usine afin de pouvoir isoler les travailleurs fébriles et les groupes à risque ont obtenu un congé spécial. En outre, le syndicat a négocié avec l'entreprise afin que d'autres mesures de distanciation sociale soient mises en place.



Dans la région paneuropéenne, l'entreprise de construction française Bouygues en Croatie a été soumise à des pressions de la part des syndicats afin de fournir des EPI supplémentaires aux ouvriers. En Ukraine, dans deux usines qui appartenaient à l'entreprise Heidelberg Cement Group, les syndicats se sont opposés aux mesures contraignant les employés à prendre des congés non rémunérés. L'entreprise a alors accepté de verser aux employés 65 pour cent de leur salaire pendant la période de confinement, de mettre à leur disposition de nouveaux EPI et des services de transport, et de mettre en place des scanners thermiques à l'entrée des usines. En Russie, un groupe de plus de 100 travailleurs migrants turcs, hébergés près d'un chantier de construction au profit du centre commercial Mega Dybenko, propriété d'IKEA, à Saint-Petersbourg, a contracté le COVID-19. L'IBB a exprimé ses préoccupations quant aux conditions sanitaires sur les sites et dans les logements des travailleurs auprès de l'entrepreneur principal, le groupe suédois Ingka, qui s'est engagé à veiller au strict respect de toutes les directives sanitaires et mesures de quarantaine décidées par le gouvernement.

5. Actions humanitaires

Sans emploi et ni sécurité du revenu, de nombreux travailleurs ont lutté pour maintenir leur adhésion syndicale. Le recul du nombre d'adhérents a été particulièrement marqué pour certains syndicats, les exposant

ainsi à de graves difficultés en raison de la diminution de leurs ressources financières, à un moment où leurs besoins en la matière sont pourtant si importants. Par conséquent, l'IBB a lancé son Initiative de solidarité en réponse à la pandémie de COVID-19 en date du 15 mai, afin que les affiliés puissent poursuivre leur travail. Le fonds soutient principalement l'aide humanitaire en faveur des travailleurs vulnérables, y compris les travailleurs migrants, ainsi que le renforcement des capacités et le travail de communication. L'IBB a établi un Fonds d'amorçage et appelé aux contributions de la part de ses affiliés et d'autres organismes de financement (ODF).¹³ Les retours ont été particulièrement positifs, démontrant la détermination, l'unité et la solidarité du mouvement syndical.

Plusieurs syndicats ont trouvé les moyens de soutenir les services de santé publics, leurs membres ainsi que d'autres personnes au sein de la communauté qui seraient en danger. Les affiliés de l'IBB en Asie du Sud, au Bangladesh, au Népal et en Inde, et en Asie du Sud-Est, en Indonésie et en Malaisie, ont distribué des colis alimentaires à leurs membres et aux travailleurs migrants démunis. Le TEUPM, par exemple, a pu fournir une aide humanitaire aux travailleurs migrants du Népal, du Bangladesh et du Myanmar dans les industries du bois et de la foresterie de la région de Klang. À Sabah, le STIEU a remis des colis alimentaires aux travailleurs des chantiers de Tawau, dont la majorité sont des migrants en provenance du Népal, du Bangladesh et de l'Indonésie, employés sur la base du principe « pas de travail, pas de rémunération ». Le STIEU s'est montré critique à l'égard des employeurs qui n'ont pas soutenu leurs employés pendant le confinement et a déclaré que l'aide humanitaire de l'IBB avait comblé un vide critique. Aux Philippines, le NUBCW a distribué des colis alimentaires aux ouvriers du bâtiment lors de ses visites dans différents foyers de travailleurs à Manille. Ceux-ci avaient été abandonnés par leurs employeurs pendant le confinement et n'avaient reçu aucune aide gouvernementale.

Le fonds de solidarité de l'IBB et les contributions des syndicats ont également apporté une aide plus que nécessaire en Afrique et dans la région MENA. À Maurice, le syndicat de la construction CMWEU et la centrale nationale CTSP ont fourni des colis alimentaires à 44 travailleurs migrants indiens qui n'avaient pas été payés par Swadeshi Pvt Let, une entreprise indienne de construction opérant à Maurice. Au Sénégal, le SNTC/BTP a tenu un dialogue avec Eiffage Sénégal et l'entreprise a accepté de tripler la contribution syndicale, mobilisant ainsi 30 millions de francs CFA et le syndicat, quant à lui, 10 millions de francs CFA, afin de financer des colis alimentaires au profit de 3 000 travailleurs dans le besoin. Dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, les syndicats ont travaillé en partenariat avec des ONG pour mener des actions humanitaires en faveur des travailleurs informels en



The Construction Workers' Union of Mauritius (CMWEU) and CTSP came to the aid of 44 unpaid and COVID-19-vulnerable Indian migrant workers employed by Swadeshi Pvt. Ltd., an Indian construction company in Mauritius

situation difficile. Dans la région MENA, le FGBB tunisien s'est associé à la centrale syndicale nationale UGTT pour appeler les entreprises à révoquer les avis de licenciement et mettre en place un fonds COVID-19 en soutien aux travailleurs infectés. En Égypte, le GTUBWW a versé des dons au Fonds Viva Egypt au profit des familles vulnérables. À Bahreïn, en Jordanie et au Liban, les syndicats ont contribué aux fonds humanitaires et distribué des colis alimentaires aux travailleurs dans le besoin.

Dans la région ALC, la Fédération des travailleurs du bâtiment (FTCCP) du Pérou a négocié avec la Chambre des employeurs (CAPECO) afin de garantir l'octroi de l'aide spéciale en espèces du gouvernement à chaque ouvrier informel. De nombreux autres syndicats, comme l'UOLRA en Argentine, FENTICOM-MC en République dominicaine, SINCS-G au Guatemala, SUNTRACS au Panama, SUNCA et SOIMA en Uruguay, ont distribué des colis alimentaires et des produits d'hygiène à leurs membres et à leurs familles. Le SINCS-G a par exemple remis des vivres et des fournitures médicales à une cinquantaine de familles démunies, avec le soutien du Fonds de solidarité de l'IBB. Aux États-Unis, les pertes d'emploi ont touché de nombreux ouvriers dans le bâtiment et ceux-ci sont ainsi rentrés chez eux sans perspectives d'emploi. Au Chili, le syndicat affilié à l'IBB dans l'usine MASISA Mapal de la région de BioBio a fourni des vivres et des médicaments aux travailleurs migrants et à leurs familles en provenance du Venezuela et de Colombie, lesquels travaillaient dans l'industrie du bois. Le ralentissement économique provoqué par la pandémie de COVID-19 avait obligé l'entreprise contractante à réduire leur salaire et leur temps de travail.

En Amérique du Nord, l'IAMAW a offert son aide afin d'identifier les membres du syndicat qui s'étaient retrouvés sans travail ainsi que les établissements de production fermés, qui pouvaient être utilisés en vue de produire des fournitures médicales. L'USW au Canada s'est joint à d'autres organisations pour soutenir les travailleurs des pays du Sud dont les emplois étaient menacés, à l'instar des travailleurs du secteur

13 https://www.bwint.org/fr_FR/cms/act-now-69/l-ibb-lance-l-initiative-de-solidarite-covid-19-1834

de l'habillement employés dans la chaîne d'approvisionnement américaine, au Honduras, au Bangladesh et dans d'autres pays.

La région paneuropéenne a accueilli de nombreux exemples de solidarité mondiale et de soutien à l'endroit des travailleurs essentiels. En Serbie, avec le soutien du fonds de solidarité de l'IBB, le SRGIGMS a fourni des EPI aux travailleurs de la briqueterie Sloga IGM Ltd de Novi Pazar en juillet, lesquels continuaient de travailler sans protection adéquate. YOL-IS, le syndicat turc des ouvriers de la route, du bâtiment et de la construction, a ouvert aux professionnels de santé publique ses foyers, maisons d'hôtes et établissements de services sociaux dans plusieurs villes afin qu'ils puissent résider à proximité des hôpitaux tout en limitant les risques d'infection dans leur propre famille. De son côté, la Direction générale turque des forêts a imposé à la main-d'œuvre de verser un tiers de son salaire mensuel à un fonds gouvernemental de lutte contre le COVID-19, menaçant quiconque refuserait. TARIM ORMAN-IS a déposé une plainte officielle visant à protéger les droits des travailleurs.

Après les séismes qui ont eu lieu en Albanie en novembre 2019 et en Croatie en mars 2020, les ouvriers du bâtiment ont continué de reconstruire les maisons et les autres bâtiments des habitants qui s'étaient retrouvés sans abri et vivaient sous une tente. Malgré les mauvaises conditions météorologiques et la nécessité de prendre de nouvelles mesures contre le COVID-19, le travail s'est poursuivi. En Croatie, le SGH a signalé deux accidents mortels à l'occasion de travaux de réparation de toitures, en avril à Zagreb. En rendant hommage aux ouvriers, le syndicat a demandé des mesures urgentes pour améliorer les normes de STT et ainsi garantir un travail en toute sécurité.

6. Organisation et fidélisation des adhérents

En raison des restrictions de voyage et des interdictions de réunion, les syndicats ont dû faire face à de nombreux défis organisationnels, notamment la nécessité de reporter les négociations de nouvelles conventions collectives, et à des difficultés pour organiser des actions de protestation ou de grève.

L'IBB et ses affiliés ont veillé à ce que des mécanismes de partage de l'information, de consultation et de prise de décisions efficaces soient mis en place. À partir de mars, l'IBB a convoqué une série de réunions régionales ou sous-régionales en ligne intitulées « *Comment allez-vous ?* », dans le but de discuter de l'incidence du COVID-19 et partager les expériences et les stratégies relatives aux négociations avec les employeurs et les gouvernements sur des questions telles que la sécurité de l'emploi et la protection du revenu, l'accès aux ser-



vices de santé et les mesures de santé et de sécurité au travail. En Asie du Sud, par exemple, le Secrétaire général de l'IBB et le Vice-président de la région Asie-Pacifique ont pu se réunir le 1^{er} juin à l'occasion d'une visioconférence impliquant plus de 200 dirigeants syndicaux de la sous-région. Les dirigeants syndicaux ont ainsi évoqué la situation actuelle des travailleurs de différents secteurs, y compris la construction, le ciment, les fours à briques et les produits forestiers mineurs. Ils ont également fait le point sur le travail accompli pour soutenir les membres et les travailleurs en général, y compris les travailleurs migrants. Ils ont décidé de poursuivre leurs efforts conjoints d'opposition aux mesures et politiques anti-travailleurs de leurs gouvernements, introduites sous couvert des interventions de lutte contre le COVID-19.¹⁴ Le 2 juin, le Secrétaire général de l'IBB et le Vice-président de la région ALC ont rencontré les dirigeants syndicaux de 15 pays lors d'un forum en ligne visant à faire un point de situation et montrer dans quels cas le dialogue social et la négociation collective avaient joué un rôle déterminant afin d'appuyer des subventions salariales et la protection de l'emploi.¹⁵

Les syndicats ont créé des réseaux d'information dédiés passant par les réseaux sociaux, les lignes d'assistance téléphonique et les SMS afin d'informer les membres sur la situation sanitaire globale et l'incidence des mesures gouvernementales au travail et sur les moyens de bénéficier des différents régimes d'indemnisation publics. Des services d'information et de conseil ont souvent été proposés dans les principales langues utilisées par la main-d'œuvre migrante. En s'appuyant sur les nouvelles technologies, les syndicats ont organisé des réunions stratégiques et des webinaires destinés à coordonner la riposte face au COVID-19. Le STECOMA, au Rwanda, a par exemple adopté une résolution en vue d'utiliser la radio FM, la télévision et les SMS pour communiquer avec ses membres. Le syndicat a également mis au point des services en ligne permettant d'aider les membres à organiser des réunions en ligne ou mener des campagnes d'information

¹⁴ https://www.bwint.org/fr_FR/cms/priorities-10/rights-34/youth-41/news-42/200-syndicalistes-participent-au-webinaire-sud-asiatique-de-l-ibb-sur-covid-19-1865

¹⁵ https://www.bwint.org/fr_FR/cms/priorities-10/rights-34/youth-41/news-42/le-dialogue-social-et-la-negociation-collective-se-distinguent-dans-le-webinaire-covid-19-de-l-ibb-1869

virtuelles. Le MANWU en Namibie encourage vivement ses membres à se connecter aux médias sociaux.

De nombreux syndicats ont dû reporter les congrès et les conventions programmés. Au lieu de ces événements, ils ont mis au point des mécanismes alternatifs afin de permettre aux membres de présenter des résolutions et des amendements statutaires et de procéder aux nominations et au vote en ligne.

Les syndicats ont entretenu le contact avec leurs membres en dispensant des conseils sur les mesures de sécurité à prendre et en assurant un soutien pratique, comme la distribution de masques faciaux ; en organisant l'aide humanitaire et la fourniture de colis alimentaires au profit des travailleurs se retrouvant sans emploi et sans revenu du jour au lendemain, ils ont là aussi montré toute la pertinence de leur action pour le quotidien de leurs membres et de leurs familles et ainsi contribué au maintien des effectifs d'adhésion. Dans une poignée de pays, des syndicats comme UNITE au Royaume-Uni signalent même une progression du nombre de leurs adhérents.

La CES a publié des directives sur le fonctionnement des comités d'entreprise européens (CEE) dans le contexte de la crise du COVID-19 et elle a recommandé la tenue de réunions extraordinaires par visioconférence afin de faire le point sur la situation. Elle a rappelé qu'aucune décision concernant la restructuration, les compressions d'effectifs ou les pertes d'emplois ne devrait être prise sans information préalable, consultation préalable et participation des travailleurs et des représentants syndicaux. Les délégués des CEE ont été encouragés à partager toute information sur la situation dans chacun des pays où l'entreprise opère et à demander des points de situation réguliers à leur direction, par écrit et pour chaque pays, au sujet de la pandémie.

En raison de la forte proportion de travailleurs informels dans le secteur de la construction, de nombreux syndicats ont décidé d'étendre leur assistance à tous les travailleurs, couverts ou non par un contrat de travail officiel. Certains ont proposé la gratuité de l'adhésion syndicale ou une aide sous forme de bons au profit des travailleurs temporairement mis à pied.

Matrice des actions relatives aux 7 axes de convergence de l'IBB

Axes de convergence de l'IBB

Synthèse des actions et des réalisations relatives à la pandémie de COVID-19



Dans leur réponse à la pandémie de COVID-19, les syndicats appliquent le principe selon lequel « personne ne devrait être laissé pour compte ». Ils ont dénoncé énergiquement les tentatives des gouvernements ou des employeurs d'affaiblir la législation du travail ou d'enfreindre les conventions collectives. Ils ont participé à divers degrés à la rédaction des programmes gouvernementaux ou ont signé des accords bipartites ou tripartites pour le maintien dans l'emploi au cours de la période de confinement, notamment des moratoires sur les licenciements ou les congés non rémunérés ; des dispositifs de subvention salariale pour que les entreprises maintiennent en poste les travailleurs durant la période ; l'extension des allocations de chômage pour couvrir d'autres groupes de travailleurs, y compris les travailleurs sous contrat temporaire et les migrants, ainsi que d'autres groupes vulnérables comme les travailleurs en situation de handicap. Les syndicats se sont unis à d'autres organisations de la société civile pour appeler à la prise de mesures spéciales en vue de protéger les revenus des indépendants ou de transférer des espèces aux plus vulnérables. Les syndicats ont également informé les travailleurs de leurs droits en lien avec le COVID-19 et en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail.



Les syndicats n'ont eu de cesse de demander de nouveaux protocoles ou lignes directrices en matière de SST dans leurs secteurs afin d'assurer la protection des travailleurs dans le contexte de la crise du COVID-19, y compris en diffusant des informations sur le virus, ainsi qu'une amélioration des mesures de sécurité sur les chantiers où l'activité avait pu être maintenue ou avait repris. Les syndicats ont établi des mesures de SST dans l'entreprise et sur les lieux de travail et se sont assurés du bon respect de ces dispositions en désignant des délégués « coronavirus » sur les différents sites. Le cas échéant, les syndicats ont agi rapidement pour dénoncer les conditions de travail dangereuses auprès des autorités locales et des inspections du travail et ils ont assuré un suivi des suites données par le gouvernement et les employeurs aux rapports des lanceurs d'alerte faisant état de la dangerosité des conditions de travail.



Les structures syndicales dédiées aux jeunes et les comités de jeunes de l'IBB ont sensibilisé les populations aux implications économiques et sociales des licenciements et au rôle critique des secteurs de l'IBB dans l'absorption du chômage des jeunes. Ils ont ainsi mené des réunions virtuelles dans le but de coordonner les campagnes d'information sur les différents mécanismes de soutien sanitaire et économique des travailleurs et ils ont tenu une série de webinaires destinés à amplifier la voix des jeunes travailleurs. Un accent particulier a été mis sur l'utilisation des réseaux sociaux dans une perspective de médiatisation des campagnes, y compris une campagne spécifique sur les jeunes intitulée « La vie avant le profit » dans la région Asie-Pacifique. Dans de nombreux pays, les apprentis ont été touchés par la fermeture des établissements de formation professionnelle. Certains pays ont intégré les apprentis dans leurs régimes de protection de l'emploi et de subvention salariale et les syndicats ont fait en sorte que cette catégorie de travailleurs continue de bénéficier de la totalité des allocations de formation ; ils ont également appelé à assurer les sessions de formation selon un format virtuel plutôt que d'y mettre fin purement et simplement. Plusieurs syndicats ont appelé les gouvernements à promouvoir l'apprentissage afin de soutenir le redressement économique.

Axes de convergence de l'IBB
Synthèse des actions et des réalisations relatives à la pandémie de COVID-19


Les femmes enceintes sont considérées comme la catégorie professionnelle la plus exposée pendant la crise du COVID-19. Dans certains pays, les syndicats ont négocié afin que les travailleurs exposés bénéficient de congés payés. Les comités de femmes de l'IBB ont appelé à l'inclusion des représentantes féminines dans toutes les activités de planification et de négociation en réponse au COVID-19 et les structures syndicales de femmes ont réagi rapidement pour diffuser des informations, y compris sur la façon d'accéder aux différents fonds d'aide sociale du gouvernement. Certains syndicats ont plaidé pour l'amélioration des services de garde d'enfants, soulignant les responsabilités supplémentaires des femmes en matière de soin à autrui durant le confinement. Ils ont également exprimé leurs préoccupations quant à l'augmentation du nombre de féminicides et de la violence domestique en raison du confinement, ont appelé à des réponses gouvernementales et ont mené des campagnes en faveur de la ratification de la Convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement.



Le 15 avril, Per Olof Sjö, le Président de l'IBB, a demandé que les plans de relance des gouvernements soient consacrés à la création d'économies durables. Adoptée par le Comité mondial en mai et en juin 2020, la Déclaration de l'IBB sur le COVID-19, « Construire un meilleur avenir : Organiser pour la résilience face à l'adversité » présente une feuille de route pour la relance, inclusive et équitable, qui devrait contribuer à un avenir durable. Le 9 novembre, l'IBB a organisé un webinaire sur « L'avenir du travail » qui s'est intéressé à l'incidence de la pandémie et aux perspectives d'emploi et de salaires. L'événement était retransmis en direct sur Facebook, et 6 600 personnes y ont assisté. Le 24 avril, en Europe, les associations professionnelles du bois et de l'ameublement en Europe ont publié une déclaration commune avec la FETBB, affirmant que le bois et les produits ligneux constituent le socle le plus propice à une économie circulaire et axée sur le recyclage ; et que les marchés publics orientés vers des constructions en bois à faible intensité de carbone joueront un rôle central dans la reprise européenne verte. À l'occasion de la Journée mondiale de la Terre au mois d'avril, les syndicats ont émis diverses déclarations et se sont joints aux manifestations contre le changement climatique le 15 mai 2020. Les syndicats ont formulé des réponses politiques pour une relance économique verte, appelant à des projets d'infrastructure publique aptes à répondre aux besoins sociaux et à une juste transition vers des économies durables neutres en carbone.



Au Qatar, l'IBB s'est associée aux autorités gouvernementales qatari, à la CSI et à l'OIT afin d'identifier et coordonner les interventions sur le terrain au profit des travailleurs migrants touchés par le COVID-19. Elle s'est ainsi servie de ses réseaux de travailleurs migrants employés sur les chantiers de la Coupe du monde 2022 pour fournir des colis alimentaires aux travailleurs confinés et a effectué une inspection virtuelle dans le but d'évaluer les mesures de sécurité à mettre en place pour les travailleurs encore sur place et dans les foyers d'hébergement de la main-d'œuvre. L'IBB a également participé à une déclaration conjointe conduite par l'Open Society Foundation et Humanity United appelant le Qatar et d'autres pays du CCG à fournir une assistance en vue d'améliorer le sort des travailleurs migrants. En mai 2020, le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et la Solidéo ont réaffirmé leur engagement envers la Charte sociale de 2018 signée par cinq syndicats et associations professionnelles et déclaré que la crise du COVID-19 ne provoquerait pas de marche arrière sur les normes sociales et environnementales. En juillet 2020, l'IBB a organisé un webinaire mondial intitulé Donner du pouvoir aux voix des migrants, mettant l'accent sur les travailleurs migrants au Qatar et appelant à un nouveau contrat social sur la migration de main-d'œuvre.



Le 26 mars, l'IBB a prié les EMN d'assumer leur obligation de protection et d'appliquer le principe de diligence raisonnable pour tous les employés dans leurs activités et chaînes de valeur, y compris dans le cadre des contrats avec les fournisseurs, afin de protéger leurs droits et leur bien-être. ENGIE, l'entreprise énergétique française, qui négocie actuellement un ACI avec l'IBB et d'autres syndicaux mondiaux, a accepté d'accorder une protection sociale minimale à l'ensemble de ses employés à travers le monde et ainsi de couvrir intégralement les soins hospitaliers et une assurance-vie et d'étendre cette prise en charge aux personnes mises en congés payés jusqu'à la fin de l'année. Les régions de l'IBB ont convoqué des réunions sectorielles en ligne afin de renouveler les stratégies d'organisation des EMN. L'IBB, IndustriALL et la FETBB ont publié une déclaration commune à la veille de l'AGA de LafargeHolcim demandant l'application de la protection de l'emploi, des garanties salariales et des mesures de SST à l'ensemble de la main-d'œuvre, y compris les travailleurs en sous-traitance. Les affiliés de l'IBB dans le secteur du ciment ont également demandé aux associations de producteurs de ciment d'assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les travailleurs contractuels. Les syndicats ont fait pression sur les associations des propriétaires de carrières de pierre afin que les travailleurs continuent de toucher leur salaire au cours du confinement.

Perspectives pour les industries de l'IBB

1. Construire un meilleur avenir : un programme en faveur des travailleurs et des mesures en vue de la reprise post-pandémie

Alors que des millions d'emplois ont été supprimés et que des millions d'autres sont menacés, la représentation des travailleurs a été profondément mise à mal. Les syndicats reconnaissent la nécessité de se transformer et de se redynamiser, que ce soit en élargissant le champ de leur action, en améliorant les canaux de communication et les méthodes et structures d'organisation, ou en approchant plus efficacement les travailleuses, les travailleurs migrants et les plus vulnérables, y compris les personnes en situation de handicap. Dans chacun de ces domaines, la mobilisation des jeunes travailleurs restera décisive.

Pour l'IBB et ses affiliés, la reprise n'est pas seulement une question de création d'emplois ; elle doit veiller à la création d'emplois plus sûrs de meilleure qualité, et ouvrir la voie à de meilleures sociétés. En adoptant le cadre « *Construire un meilleur avenir : Organiser pour la résilience face à l'adversité* », l'IBB appelle à une nouvelle voie inclusive et équitable vers la relance, garantissant la prise en compte de l'équité hommes-femmes dans toutes les interventions de redressement et axée sur la transformation vers une économie plus verte et plus propre.¹⁶ La FETBB a également formulé un ensemble de revendications visant à orienter ses priorités et à parvenir à une relance durable.¹⁷ Les secteurs de l'IBB sont appelés à jouer un rôle déterminant pour la reprise post-COVID-19 en créant des emplois à valeur ajoutée et en contribuant à relancer les économies locales. Dès lors que les émissions de dioxyde de carbone du secteur de la construction représentent près de 40 pour cent des émissions mondiales d'énergie et liées aux activités, l'occasion est aussi donnée de progresser beaucoup plus rapidement vers une économie neutre en carbone, fondée sur un environnement bâti durable et une transition juste.¹⁸

Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité

Un programme en 8 points

1. Rendre le travail plus sûr en accordant la priorité à la santé et à la sécurité au travail.
2. Protéger les salaires et sécuriser l'emploi.
3. Plaider pour les droits économiques, politiques et du travail des travailleurs migrants
4. Promouvoir l'intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans la réponse à la crise et l'équité entre les sexes lors du redressement ainsi que la prise en compte de la violence fondée sur le sexe en tant que question touchant les travailleurs.
5. Assurer une intendance de premier ordre dans le domaine de la foresterie et dans la chaîne de valeur forestière.
6. Amener les multinationales à rendre des comptes pour ce qui est des conditions de travail et des emplois et exiger des entreprises qu'elles contribuent de manière significative au redressement.
7. Plaider en faveur de la solidarité mondiale et la coopération internationale pour s'attaquer à la dette souveraine et aborder le redressement mondial.
8. Bâtir l'avenir post-pandémie – un avenir vert, garant de la justice sociale.

Nombre de gouvernements s'interrogent sur la façon de mettre en place des plans de relance pour soutenir la reprise économique tout en respectant les objectifs de réduction des émissions de dioxyde de carbone.¹⁹ Les investissements dans les infrastructures publiques seront ici un élément crucial. Les programmes de redressement éco-

16 Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité. Juin 2020

17 26 revendications concrètes pour orienter les priorités de la FETBB des 12 prochains mois

18 Déclaration conjointe FIEC-EBC sur les produits de construction en Europe : « European Recovery Fund : The construction ecosystem as priority with at least €320B dedicated budget », 30 avril 2020, disponible en anglais : <http://www.fiec.eu/en/cust/documentrequest.aspx?DocID=48672>

19 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : « Adopting decarbonisation policies in the building and construction sector : Costs and benefits », 2019, disponible à l'adresse : <https://globalabc.org/resources/publications/adopting-decarbonization-policies-buildings-and-construction-sector>

nomique peuvent s'appuyer sur les projets de construction routière, de nouveaux logements et de rénovation faisant appel à des matériaux et à des modes de conception durables. De nombreux syndicats se sont d'ores et déjà engagés en faveur du redressement post-COVID-19. Les syndicats travaillent aux côtés de forums nationaux sectoriels tripartites en vue de façonner les réponses des gouvernements et promouvoir des programmes de reconversion industrielle. Ils ont appelé à la constitution de conseils nationaux pour la relance, fondés sur un modèle tripartite. Ils estiment que les projets de construction à forte intensité de main-d'œuvre et les projets de reboisement liés aux objectifs de développement durable (ODD) devraient être traités de façon prioritaire en répondant aux besoins sociaux, de même que l'assurance d'un travail décent et des garanties pour la santé et la sécurité

d'un groupe de travail d'intervention rapide COVID-19 pour le secteur de la construction à l'effet d'y étudier le redressement du secteur après le confinement. En Namibie, la MANWU a fait valoir le caractère déterminant de la consultation tripartite dans l'élaboration des plans de redressement, même si le gouvernement n'a pas encore véritablement engagé de dialogue avec les syndicats.

En Australie, le CFMEU, l'ETU et les Master Builders of Australia ont sollicité le Cabinet national pour un plan de relance du logement social à hauteur de 10 milliards de dollars australiens. En Nouvelle-Zélande, le développement des infrastructures est à présent considéré comme un élément central de la reprise économique du pays, bénéficiant d'une allocation budgétaire supplémentaire de 15 milliards de dollars néo-zélandais. De



au travail. À court terme, les projets décentralisés de maintenance des infrastructures, de modernisation et de remise en état à des fins d'amélioration de l'efficacité énergétique, en mettant l'accent sur les ménages plus modestes, constituent des projets à intensité de main-d'œuvre relativement plus forte, prêts à démarrer rapidement. À plus long terme, les gouvernements peuvent planifier des projets d'infrastructure et de logement social à plus grande échelle, en se concentrant en particulier sur les infrastructures de santé publique dont l'insuffisance déplorable a pu être constatée durant la crise, et sur les projets de logement social ainsi que les services d'eau et d'assainissement de base, dans le but d'améliorer les installations de fortune surpeuplées et les logements des migrants où le COVID-19 se propage rapidement. Les projets de ce type devraient être mis en balance avec des projets d'infrastructure rurale et sociale de plus petite envergure, favorisant les entreprises nationales et accompagnés d'autres programmes sociaux, y compris le soutien au revenu de base pour les plus vulnérables.

Le NUM (Afrique du Sud) a soulevé des préoccupations au sujet de la crise du secteur du bâtiment avec le ministre des Travaux publics et fait partie

plus, le gouvernement a affecté une enveloppe de 1,6 milliard de dollars néo-zélandais en faveur de programmes de formation professionnelle, totalement gratuits pour les travailleurs. En Inde, la loi nationale sur la garantie de l'emploi rural a reçu des fonds supplémentaires pour la création d'emplois dans le domaine de l'infrastructure, en particulier aux fins de contribuer à atténuer les effets de la sécheresse. En Indonésie, les affiliés de l'IBB ont participé à la planification et au suivi des plans de relance budgétaire et fiscale.

Aux États-Unis, l'IUPAT a préconisé d'investir dans l'aide et l'infrastructure de lutte contre le COVID-19, en s'appuyant sur des travailleurs syndiqués qualifiés, et en assurant l'égalité salariale ainsi que des protocoles stricts en matière de SST. La loi sur la protection du droit syndical, connue sous le nom de « Pro ACT », a été réintroduite au Congrès en février 2021 ; en cas d'adoption, elle marquera la première réforme du droit du travail depuis près d'un siècle. La loi entend donner plus de pouvoir aux travailleurs lors des conflits, renforcer les sanctions à l'encontre des entreprises usant de représailles contre leurs salariés et rétablir les droits fondamentaux du travail pour des millions de travailleurs faisant actuellement l'objet d'une mauvaise clas-

Programme de l'IBB pour la relance post-pandémie

Les syndicats peuvent faire campagne et exercer des pressions auprès de leur gouvernement sur les aspects suivants :

1. Investissements publics

- Les gouvernements devraient adopter des mesures de relance ambitieuses prévoyant des investissements publics dans les travaux à haute intensité de main-d'œuvre comme les infrastructures, les routes, les projets de logement, les écoles et les établissements de soins de santé.
- Les gouvernements doivent veiller à ce que les conditions de prêt régissant les fonds de relance soient équitables et ne portent pas atteinte à une croissance durable à long terme. Transition to Greener and Cleaner Economy

2. Transition vers une économie plus verte et plus propre

- Les gouvernements devraient accorder la priorité à la rénovation et à la modernisation des bâtiments et des projets d'infrastructures vertes, en utilisant des matériaux de construction renouvelables en vue de réduire les émissions de carbone.
- Les gouvernements devraient garantir une transition juste pour les travailleurs dans les secteurs susceptibles d'être touchés, par le biais de programmes de reconversion et de soutien à l'emploi.

3. Des emplois décents, sûrs, verts et syndiqués

- Les gouvernements devraient s'attaquer aux inégalités sociales en veillant à ce que tous les emplois offrent de bonnes conditions de travail : un salaire décent, une sécurité de l'emploi et l'accès à une protection sociale complète.
- Les gouvernements devraient garantir la sécurité de l'environnement professionnel et reconnaître la santé et la sécurité au travail comme un droit fondamental, dans la droite ligne de la Convention de l'OIT.

4. Inclusion sociale

- Les gouvernements doivent poursuivre la promotion des mesures d'équité aux fins de lutter contre la discrimination dans l'emploi des femmes, des travailleurs migrants, des jeunes travailleurs et d'autres groupes vulnérables.

5. Une participation significative des syndicats

- Les gouvernements devraient veiller au respect des droits fondamentaux des travailleurs concernant la liberté syndicale et la négociation collective.
- Les gouvernements devraient encourager un dialogue social constructif sur l'ensemble des plans de relance économique et sociale.

Source: webinaire de l'IBB du 24 février 2021 sur la relance post-pandémie

sification. Le plan de « sauvetage » coronavirus de l'administration Biden, ou « American Rescue Plan » à hauteur de 1,9 milliard de dollars américains, comprend quelques dispositions relatives à la construction, assorties d'une autre proposition de relance économique appelée « Built Back Better recovery plan », qui devrait assurer le financement de projets d'infrastructure à long terme.

Au sein de l'UE, les syndicats se sont joints à de vastes alliances de politiciens interpartis, d'entreprises et de dirigeants financiers, appelant à un accord de relance verte en vue de promouvoir les

plans d'action et les investissements post-COVID-19 nécessaires au niveau local, national et régional. En octobre 2020, l'UE a lancé sa nouvelle stratégie intitulée « *Une vague de rénovations pour l'Europe – verdir nos bâtiments, créer des emplois, améliorer la qualité de vie* », qui entend doubler le taux annuel de rénovation énergétique des bâtiments dans les dix prochaines années, réduire les émissions de gaz à effet de serre en Europe et créer jusqu'à 160 000 emplois verts supplémentaires dans le secteur de la construction.²⁰ La FETBB s'est félicitée de la publication de cette stratégie et a appelé les gouvernements à investir

²⁰ Commission européenne : « *Une vague de rénovations pour l'Europe – verdir nos bâtiments, créer des emplois, améliorer la qualité de vie* », 14 octobre 2020, disponible à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM:2020:662:FIN>

dans des projets de marchés publics axés sur la construction bois à faible émission de carbone.²¹

L'Alliance Construction 2050, qui comprend des représentants de la Commission européenne, du Parlement européen, des gouvernements nationaux et des syndicats, s'est réunie en décembre 2020 afin de réaffirmer que l'environnement bâti doit être une priorité absolue de tous les plans de redressement nationaux.²² La FETBB et les associations européennes de l'industrie du bois et de l'ameublement ont souligné l'importance du bois et des produits ligneux comme socle le plus propice à une économie circulaire et axée sur le recyclage, rappelant également les engagements du Plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire.²³

En février 2021, le Parlement européen a adopté sa Facilité pour la reprise et la résilience, qui mettra à disposition 672,5 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions. Chaque État membre est tenu de présenter des plans d'investissement dans la perspective de créer des emplois et favoriser la croissance, en mettant l'accent sur les investissements et les réformes en faveur du climat et sur le soutien à la transition numérique.

Tant au niveau régional que national, les syndicats réclament également des investissements dans des programmes de formation, de recyclage et de perfectionnement aisément accessibles, y compris des programmes d'apprentissage destinés à appuyer la relance économique. Dans certains pays, les gouvernements ont déjà identifié la construction comme secteur prioritaire et alloué des fonds supplémentaires à des programmes de formation professionnelle liés aux métiers du bâtiment. Les syndicats ont soutenu les appels lancés aux gouvernements en vue de la création d'apprentissages écologiques destinés à préparer les jeunes à des emplois dans les domaines de l'énergie renouvelable, de l'isolation des habitations et de la restauration des terres boisées. Ils ont ainsi fait valoir qu'ils avaient manifestement un rôle à jouer pour ce qui est de la supervision des programmes d'apprentissage et que des mesures devraient être mises en place pour promouvoir l'accès des jeunes femmes à de nouvelles possibilités de formation.

Nombre de syndicats ont également appelé à de nouvelles mesures strictes en ce qui concerne les plans de relance gouvernementaux accordés aux

entreprises, imposant à celles-ci non seulement de protéger l'emploi, mais aussi de ne pas enregistrer leurs bénéfices dans les paradis fiscaux ou de ne pas reverser de dividendes aux actionnaires ou accorder des primes à leurs cadres supérieurs alors que les salariés subissent des réductions des salaires et des revenus. L'aide publique versée aux grandes entreprises devrait également être conditionnée à une amélioration vérifiable de leurs performances en matière de développement durable, de manière à avoir des effets positifs sur les travailleurs, l'environnement et les communautés à l'échelon local.

Les syndicats ont également appelé à réformer les systèmes de marchés publics et d'appels d'offres en général de sorte que le prestataire retenu ne soit pas nécessairement celui qui aura soumis l'offre la plus faible. L'IBB a appelé à une refonte du système d'appel d'offres et à l'établissement de nouveaux critères d'optimisation des ressources et des services afin que les clients, les organismes réglementaires et les institutions financières accordent une place prépondérante à la passation de marchés responsable au moment de sélectionner les offres retenues. Les syndicats ont fait valoir qu'ils devraient jouer un rôle dans le contrôle des soumissions et des appels d'offres afin de s'assurer qu'il existe des garanties suffisantes pour protéger les droits des travailleurs ainsi que leur santé et leur sécurité au travail.

Les syndicats ont évoqué le rôle des institutions financières multilatérales comme autre axe de plaidoyer. Ainsi, dans les pays ayant bénéficié de dispositifs de prêt d'urgence de la Commission européenne ou du FMI, comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine du Nord, les syndicats ont exprimé des inquiétudes quant au risque que ces prêts, en l'absence de réformes politiques importantes, ne fassent qu'entretenir les problèmes existants de corruption et de marchés publics non transparents et accélérer l'exode de la main-d'œuvre. Une coalition de syndicats et d'organisations de la société civile a demandé à la Société financière internationale (IFC), qui est la branche de la Banque mondiale chargée des prêts au secteur privé, d'adopter des mesures contraignantes et des mécanismes de suivi afin d'assurer que les gouvernements bénéficiaires d'une aide financière liée au COVID-19 assurent la protection des droits des travailleurs, y compris la protection de l'emploi,

21 FETBB, CEI-BOIS, FER, EOS et EPF : « Joint Position Paper on the Renovation Wave », 6 novembre 2020, disponible à l'adresse <https://www.efbww.eu/news/joint-position-paper-on-the-renovation-wave/1409-a>

22 Alliance Construction 2050 : « Construction in national recovery plans », 7 décembre 2020, disponible à l'adresse <https://www.efbww.eu/news/construction-alliance-2050-construction-in-national-recovery-pla/1569-a>

23 EOS, EIB, EFIC, EFP & FETBB, UEA : « Covid-19 : To fight the Corona pandemic the European Wood and Furniture Industries propose measures to protect the workers' health, support economic activity and the sector's recovery », 24 avril 2020, disponible à l'adresse : <https://www.efbww.eu/publications-and-downloads/press-releases/covid-19-efbww-info-from-and-for-efbww-affiliates/481-a>

la couverture – par l'employeur – des soins de santé et des services de garde d'enfants ainsi que d'autres mesures de protection sociale, des conditions de santé et de sécurité au travail adéquates et des congés de maladie et de famille payés. En outre, les syndicats ont appelé à l'annulation des dettes ou des moratoires sur les remboursements de la dette au profit des pays à revenu faible et intermédiaire, à la condition qu'ils utilisent les moyens budgétaires ainsi dégagés pour investir dans des projets d'infrastructure liés aux ODD et assortis de garanties de travail décent.

2. Conclusions

Dans cette nouvelle réalité qu'amène le COVID-19, un changement notable a été observé, à savoir la sympathie du public envers les travailleurs et le rôle des syndicats. Les travailleurs couverts par des conventions collectives ont été les mieux protégés face aux retombées économiques du COVID-19. Le rôle des syndicats en tant que défenseurs des droits des travailleurs et de la protection sociale pour toutes et tous, y compris les droits des travailleurs migrants et des travailleurs informels, a ainsi été réaffirmé. En dépit de la crise économique, certains syndicats des pays riches signalent même un accroissement du nombre de leurs membres ces derniers mois.

L'IBB a défendu avec vigueur au niveau régional et international les politiques visant à protéger l'emploi, les revenus et la santé des travailleurs, toutes catégories confondues. Les réponses apportées par l'IBB et par ses affiliés ont en outre souligné le rôle déterminant et la pertinence des syndicats face aux perturbations économiques actuelles et réaffirmé l'importance du dialogue tripartite.

À travers ses réunions en ligne « Comment allez-vous ? », l'IBB a pu s'assurer que les affiliés étaient en mesure d'entretenir le contact, de partager leurs expériences et de formuler des prises de position fortes et éclairées qui se sont avérées décisives en vue de négocier les mesures en faveur de l'emploi et de la protection des salaires, de s'opposer aux tentatives opportunistes de porter atteinte à la sécurité de l'emploi, au droit du travail ou aux conventions collectives, et de s'exprimer au nom de celles et

ceux qui ont été licenciés de manière expéditive ou contraints à prendre un congé sans solde. La base de données de l'IBB et les pages de son site web consacrées à la réponse syndicale contre le COVID-19 sont d'importants outils qui ont permis de tenir les affiliés informés et leur ont donné les moyens de défendre leur cause en s'appuyant sur des faits et des chiffres actualisés ainsi que sur les expériences acquises dans d'autres pays. Grâce aux contributions généreuses d'affiliés à la situation financière confortable et de divers organismes de financement, le Fonds de solidarité de l'IBB a apporté un soutien pratique immédiat aux affi-

liés dans les pays en développement, leur permettant d'accéder à une aide humanitaire plus nécessaire.

Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, le Covid-19 a montré, et ce de la manière la plus cruelle qui puisse être, que la protection de chacun ne pouvait, au final, être assurée, que si l'ensemble de la population était protégé. Nous assistons à une convergence de crises : l'urgence climatique, les inégalités croissantes et la pandémie – qui toutes transcendent les frontières nationales. Une nouvelle urgence porte à

présent sur la nécessité d'un débat public d'orientation concernant de nombreuses questions critiques. Les gouvernements et les institutions multilatérales, qui s'emploient actuellement à trouver comment rendre les pays moins vulnérables aux futures épidémies et catastrophes naturelles provoquées par le dérèglement climatique, pourraient bien être amenés à reconsidérer le rôle de l'État dans la lutte contre les inégalités économiques et sociales. Les efforts de redressement consécutifs à cette crise pourraient être l'occasion d'étendre les droits des travailleurs, d'accroître la responsabilité des entreprises et de reformuler des pactes sociaux fondés sur des services publics de qualité et sur la nécessité de répondre à l'urgence climatique. En collaboration avec d'autres syndicats mondiaux et des organisations de la société civile, l'IBB et ses affiliés forment des alliances progressistes fortes, fondées sur la solidarité et tournées vers l'action collective, dans la perspective de préparer l'avenir sur la base d'une reprise verte et propre.



Principales sources d'information sur le COVID-19 et son incidence sur les secteurs de l'IBB

- Banque mondiale, « Social protection and jobs responses to COVID-19 : Real-time review of country measures », 8 mai 2020 : <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/448321588971503966/social-protection-and-jobs-responses-to-covid-19-a-real-time-review-of-country-measures-may-8-2020>
- Confédération des associations internationales d'entrepreneurs (CICA), « Strategic Watch : COVID-19 Overview by country and region » (point de situation au 8 mai 2020) : http://www.cica.net/wp-content/uploads/2020/05/CICA_COVID-19-Overview_May-8.pdf
- Confédération des associations internationales d'entrepreneurs (CICA), « Strategic Watch : COVID-19 Overview by country and region » (point de situation au 17 février 2021) : http://www.cica.net/wp-content/uploads/2020/05/CICA_COVID-19-Overview_February_Week-07.pdf
- Confédération syndicale internationale (CSI), « The IMF's Renewed Supply-Side Push : Four decades of structural adjustment and austerity conditionality » : <https://www.ituc-csi.org/imf-renewed-supply-side-push?lang=en>
- Construction, Forestry, Mining & Energy Union of Australia (CFMEU), Victoria, Australie, « Coronavirus (COVID-19) Guidelines for the Building and Construction Industry Victoria » : <https://vic.cfmeu.org.au/news/covid-19-building-industry-guidelines-march-31>
- Déclaration conjointe FIEC-EBC sur les produits de construction en Europe : « European Recovery Fund : The construction ecosystem as priority with at least €320B dedicated budget », 30 avril 2020 : <http://www.fiec.eu/en/cust/documentrequest.aspx?DocID=48672>
- Fédération de l'industrie européenne de la construction (FIEC), COVID-19 Construction Observatory : <http://www.fiec.eu/en/cust/documentview.aspx?UID=c285d276-9b2e-4bdb-8ed2-7fb411d5e60d>
- Fédération de l'industrie européenne de la construction (FIEC), COVID-19 Construction Observatory : <http://www.fiec.eu/en/cust/documentview.aspx?UID=c285d276-9b2e-4bdb-8ed2-7fb411d5e60d>
- Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB), « COVID-19 EFBWW responses from and for affiliates » : <https://www.efbww.eu/publications-and-downloads/press-releases/covid-19-efbww-info-from-and-for-efbww-affiliates/481-a>
- Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB), « 26 revendications concrètes pour orienter les priorités de la FETBB des 12 prochains mois », 26 mai 2020 : <https://www.efbww.eu/news/26-concrete-demands-to-direct-efbww-priorities-in-the-coming-12/929-a>
- Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB) et CEI-Bois, FEP, EOS et EPF, « Joint Position Paper on the Renovation Wave », 6 novembre 2020 : <https://www.efbww.eu/news/joint-position-paper-on-the-renovation-wave/1409-a>
- Fonds Monétaire International (FMI), Database on policy responses to COVID-19 : <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>
- Fonds Monétaire International (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020 : le « Grand confinement » : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>
- Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), « Construire un meilleur avenir – Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité », 25 juin 2020 : https://www.bwint.org/web/content/cms.media/2409/datas/FR_buildbetterfuture_fr.pdf
- Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), « Guide pratique sur la santé et la sécurité à l'intention des syndicats dans le contexte de la pandémie de COVID-19 », 5 février 2020 : https://www.bwint.org/fr_FR/cms/covid-19-reponse-syndicale-1689
- Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), COVID 19 – Réponse Syndicale : https://www.bwint.org/fr_FR/cms/covid-19-reponse-syndicale-1689
- Le Commissaire européen en charge de l'énergie appelle à une vague de rénovation au sein de l'UE (en anglais) : <https://www.euractiv.com/section/energy/news/eu-building-renovation-wave-set-for-launch-in-september/>
- Le Commissaire européen en charge de l'énergie appelle à une vague de rénovation au sein de l'UE (en anglais) : <https://www.euractiv.com/section/energy/news/eu-building-renovation-wave-set-for-launch-in-september/>
- Le Conseil des Syndicats Mondiaux veut que la COVID-19 soit classée dans la catégorie des maladies professionnelles, 28 avril 2020 : https://www.bwint.org/fr_FR/cms/news-72/le-conseil-des-syndicats-mondiaux-veut-que-la-covid-19-soit-classee-dans-la-categorie-des-maladies-professionnelles-1801

- Lettre du Conseil des Syndicats Mondiaux au Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus à propos de la publication de l'OMS « Éléments à prendre en considération lors de la mise en œuvre et de l'ajustement des mesures de santé publique et des mesures sociales dans le cadre de l'épidémie de COVID-19 », 20 mai 2020 : <https://www.bwint.org/cms/news-72/bwi-challenges-who-on-covid-19-advice-for-workplaces-1879>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Tackling coronavirus (COVID-19) – contributing to a global effort: a series of policy responses on governance, inequalities and social challenges and resilient healthcare » : <http://www.oecd.org/coronavirus/en/#policy-responses>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), document d'orientation « Impacts de la covid-19 sur les chaînes de valeur du bois et réponse du secteur forestier : résultats d'une enquête mondiale menée en 2020 », Rome : <http://www.fao.org/publications/card/fr/c/CB1987FR>
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Analyse des tendances mondiales quant au rôle des organisations syndicales au temps du COVID-19 », 25 janvier 2021 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---actrav/documents/publication/wcms_767974.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Impact of COVID-19 on the construction sector », Note sectorielle de l'OIT, janvier 2021 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms_767303.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail », 7^e édition, 25 janvier 2021 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_767223.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail », 3^e édition, 29 avril 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_743155.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail », 4^e édition, 27 mai 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf
- Organisation internationale du Travail (OIT), « Une liste de mesures à prendre pour faire face au COVID-19 dans le secteur de la construction », Service de l'administration du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité et santé au travail de l'OIT, décembre 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/instructionalmaterial/wcms_769732.pdf
- Organisation mondiale de la Santé (OMS), Situation Report #13, 12 mai 2020 : https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200512-covid-19-sitrep-113.pdf?sfvrsn=feac3b6d_2
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), « Adopting decarbonisation policies in the building and construction sector : Costs and benefits », 2019 : <https://globalabc.org/resources/publications/adopting-decarbonization-policies-buildings-and-construction-sector>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « The Social and Economic Impact of COVID-19 in the Asia Pacific Region », 28 avril 2020 : <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/the-social-and-economic-impact-of-covid-19-in-asia-pacific.html>



BWIF • BHE • BTI • BSB • ICM
www.bwint.org